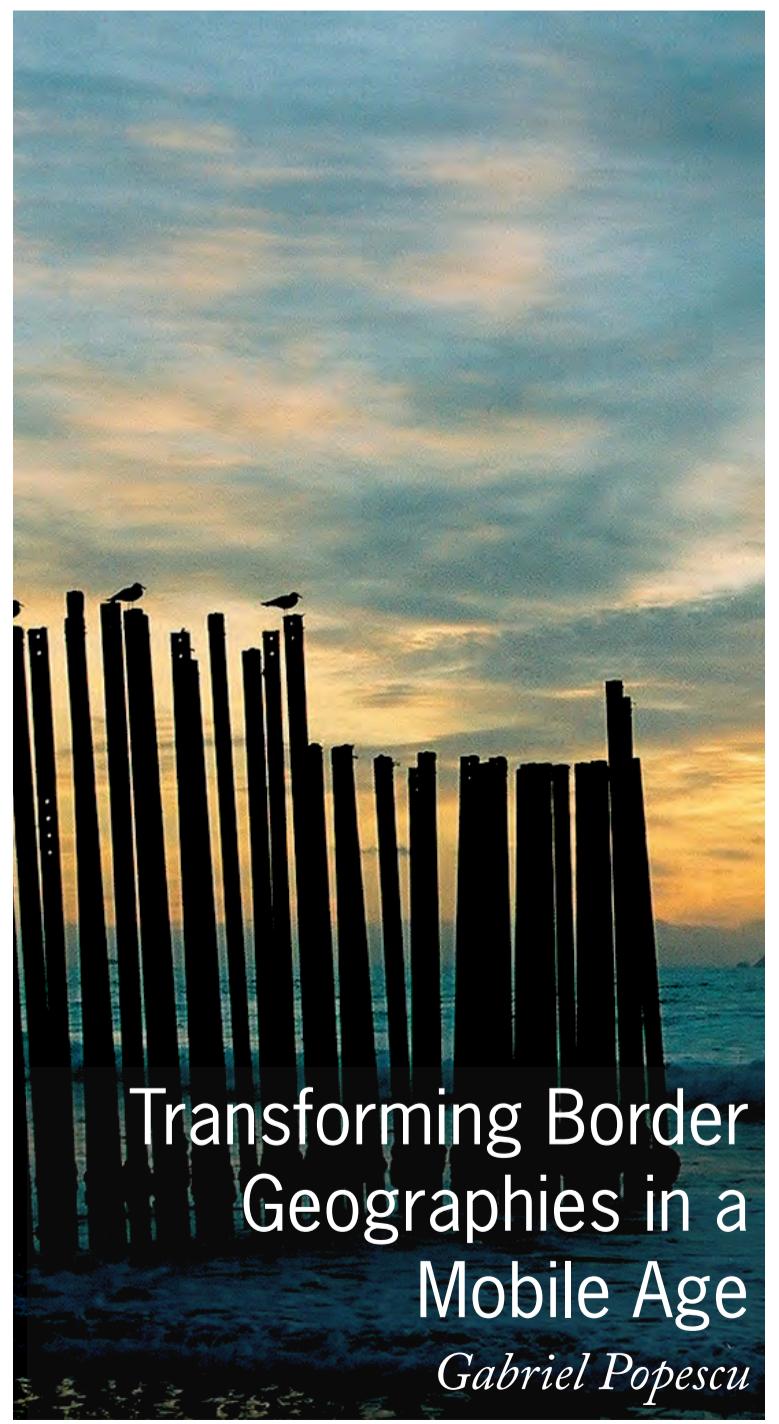


perspectives

Journal

Réseau français des Instituts d'études avancées

n. 11 — printemps | spring 2014

www.rfiea.fr

DOSSIER : QUELLE MÉMOIRE POUR L'HISTOIRE ?

MÉMOIRE ET HISTOIRE POLYPHONIQUES

Sílvio Marcus de Souza Correa | résident à l'IEA de Paris

SE SOUVENIR DU QUÉBEC

Jocelyn Létourneau | résident au Collégium de Lyon

ARCHÉOLOGIE SYRIENNE ET PREMIÈRES LUEURS DE L'AUBE

Michel Al-Maqdissi | ancien résident à l'IEA de Paris, et Eva Ishak

FROM TORTURE CENTERS TO MUSEUMS

Susan Slyomovics | résidente au Collégium de Lyon

THE CULTURAL POLITICS OF PROJECTIVE MEMORY: MARSEILLE PROVENCE 2013

Michelle Stewart | résidente à l'IMéRA

TRANSFORMING BORDER GEOGRAPHIES IN A MOBILE AGE

Gabriel Popescu | résident à l'IMéRA

DOSSIER TRAVAIL

COMMON KNOWLEDGE, POLICIES AND LABOUR

Vando Borghi | résident à l'IEA de Nantes

POST-SOCIALIST TRANSFORMATIONS OF LABOR RELATIONS IN RUSSIA: HAS THERE BEEN A BREAKTHROUGH TO FREEDOM?

Petr Bizyukov | résident à l'IEA de Nantes

A NOTE ON TRISTAN'S DEATH WISH

Karol Berger | membre du Conseil scientifique du RFIEA

RÉSIDENTS 2013 - 2014 ET MISCELLANÉES

KAMIKAZES. FLEURS DE CERISIER ET NATIONALISMES

Emiko Ohnuki-Tierney | ancienne résidente à l'IEA de Paris

perspectives n. 11

ISSN 2263-1577

Parution : mai 2014

Directeur de la publication : Olivier Bouin

Édition : Julien Ténédos

Crédits photos : *Bank Lock Boxes* © bluebird13 ; *Mr Lego goes at work* © Avrene ; *Tristán e Isolda. (La muerte)*

© Rogelio de Egusquiza Barrena, Museo de Bellas Artes de Bilbao; US-Mexican border, San Diego © David Ludwig; *Businessman using biometric hand scanner* © Ivan Bliznetsov; *LEGO worker minifigure with red barrow and shovel on black background. Studio shot* © Ekaterina Minaeva; *Working Legos* © stavros ; *Isolde* © Mrs. Patrick Campbell / Aubrey Vincent Beardsley.

L'équipe du RFIEA tient à remercier chaleureusement pour leur contribution : Michel Al Maqdissi, Karol Berger, Petr Bizyukov, Vando Borghi, Jocelyn Létourneau, Silvio Marcus de Souza Correa, Emiko Ohnuki-Tierney, Gabriel Popescu, Susan Slyomovics et Michelle Stewart, ainsi que Marie-Jeanne Barrier, Pauline Boudant, Marie-Thérèse Cerf, Jana Diklic, Pascale Hurtado et Mylène Trouvé pour leur collaboration.

Tous droits réservés pour tous pays.

ÉDITO

Olivier Bouin | Directeur du RFIEA

3

La fondation RFIEA, coordinateur du réseau NetIAS (*Network of European Institutes for Advanced Study*), vient de remporter un succès majeur pour la visibilité des IEA en Europe avec la signature, en mai 2014, d'un nouvel accord avec la Commission européenne. Cet accord, conclu dans le cadre de l'action COFUND du programme Marie Skłodowska-Curie du 7^e Programme cadre pour la Recherche et le Développement, prévoit jusqu'en 2019 le cofinancement à hauteur de 6 m€ du programme EURIAS (*European Institutes for Advanced Study Fellowship Programme*).

6

Cette valeur sociale et collective des IEA n'est encore que trop rarement perçue aux niveaux local, national ou européen. Elle nécessite que les IEA eux-mêmes s'attachent à mieux valoriser leur apport et que les responsables des systèmes nationaux ou de l'espace européen de la recherche prennent mieux en considération l'importance de cette expérience pour la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que pour la dynamique d'innovation des institutions et organismes qui en ont la charge.

9

EURIAS offre des possibilités de résidence d'une année académique dans seize IEA situés dans douze pays européens. Entre 2010 et 2019, plus de 300 chercheurs, émergents et confirmés, auront ainsi bénéficié de cet accueil exceptionnel. L'attractivité et la réussite de ce programme européen, grâce notamment aux retours d'expériences des résidents, constitueront des éléments précieux qui permettront de mieux affirmer la valeur ajoutée spécifique des IEA dans l'espace européen de la Recherche.

11

En effet, en dépit de nombreuses réussites scientifiques, la place des IEA est encore mal comprise et peu valorisée en Europe. Les IEA offrent aux chercheurs un environnement intellectuel, scientifique et matériel exceptionnel pour leur permettre de poursuivre leurs recherches libérés de leurs habituelles contraintes administratives et d'enseignement. Leur réflexion est nourrie par le contexte pluridisciplinaire et multiculturel promu par les IEA à la fois grâce à la composition attentive des promotions de résidents et aux temps d'échange formels et informels qui sont proposés.

12

De l'année passée dans un IEA naissant, bien souvent de manière non programmée, de nombreuses rencontres, de nouvelles perspectives, de nouveaux projets, de nouveaux réseaux. Les chercheurs repartent enrichis, renforcés, prêts à engager une recherche et un enseignement différents, augmentés des apports reçus. Cette ouverture intellectuelle et scientifique a, en particulier pour les chercheurs émergents, un impact significatif sur leurs travaux mais aussi sur leurs carrières.

14

Les institutions dans lesquelles les chercheurs poursuivent ensuite leur parcours (universités, organismes de recherche) bénéficient grandement du travail réalisé par les chercheurs dans

16

les IEA, qui deviennent le plus souvent des acteurs très engagés en faveur de contextes propices à l'innovation intellectuelle, à la créativité scientifique et à la mondialisation des savoirs. En s'inspirant de l'environnement dont ils ont bénéficié au sein des IEA, les chercheurs contribuent à la modernisation de leurs institutions et à l'amélioration des conditions d'enseignement supérieur et de recherche.

18

Comme l'écrivait Albert O. Hirschman, décédé il y a dix-huit mois et auquel l'historien américain Jeremy Adelman a consacré une exceptionnelle biographie¹, « *creativity always comes as a surprise to us; therefore we can never count on it and we dare not believe in it until it has happened. In other words, we would not consciously engage upon tasks whose success clearly requires that creativity be forthcoming. Hence, the only way in which we can bring our creative resources fully into play is by misjudging the nature of the task, by presenting it to ourselves as more routine, simple, undemanding of genuine creativity than it will turn out to be.* »

20

En favorisant un temps propice à la réflexion, les IEA apparaissent non pas comme des institutions élitistes ou anachroniques dans une époque particulièrement probabiliste, mais bien comme des acteurs nécessaires à la vitalité scientifique qui doivent avoir toute leur place au sein de l'espace européen de la Recherche.

23

1. *Wordly Philosopher : The Odyssey of Albert O. Hirschman*, Princeton University Press, 2013.

MÉMOIRE ET HISTOIRE POLYPHONIQUES

Sílvio Marcus de Souza Correa | résident à l'IEA de Paris

Professeur d'histoire à l'Universidade Federal de Santa Catarina (Brésil), il a été chercheur invité à l'INRS du Québec (2005), à l'IICT à Lisbonne (2013) et actuellement à l'IEA de Paris. Ses derniers travaux portent sur l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale et l'histoire des savoirs et des réseaux savants au XIX^e siècle. Il est également coordinateur du projet de recherche « L'Afrique et les Africains dans les caricatures » et du Laboratoire d'études en histoire de l'Afrique (LEHAf) auprès du département d'histoire de l'UFSC.

À l'instar des études postcoloniales, certains historiens décèlent les traces d'un passé colonial dont le bilan ne fait jamais l'unanimité. Décoloniser l'histoire reste cependant une cible pour plusieurs africaniens. Mais que connaît-on des démarches décolonisatrices de la mémoire collective et comment est faite sa mise à jour ? Il va sans dire que les historiens ne sont pas les « gardiens de la mémoire » quoique l'histoire et la mémoire se côtoient.

Pour une nouvelle génération, le passé colonial est nuisible, il fait honte. Ce regard critique vers le passé peut orienter quelques actions. Par exemple, la remise en question du nom de la rue des Maures (*Mohrenstraße*) à Berlin, que certaines organisations souhaitent remplacer par Nelson Mandela Straße¹. Cet hommage posthume dégage un conflit d'intérêts puisque d'autres organisations envisagent de donner le nom de Nelson Mandela à une place dans la capitale allemande. D'ailleurs, pour la nomination de cette même place, d'autres soutiennent le nom du leader herero Samuel Maherero². Les pétitions pour dédommages, les protestations lors de commémorations « officielles » et la création de nouveaux mémoriaux ou musées sont d'autres exemples.

L'histoire et la mémoire interpellent de plus en plus les groupes dont les expériences souvent traumatiques vécues par les leurs ne s'accordent pas avec certains discours pour une histoire nationale ou pour une seule mémoire collective. De nos jours, l'histoire et la mémoire sont plurielles. Les États nationaux doivent faire face au pluralisme actuel et également à celui du passé. Par rapport aux expériences vécues ici et ailleurs, l'histoire et la mémoire en dégagent des notes dissonantes qui ressemblent à de la cacophonie. En tout cas, on est loin d'une musique agréable à l'oreille de tous, notamment à celle habituée à l'unisson du chant nationaliste.

Le façonnement de la mémoire et « l'histoire en miette » relèvent de la reconnaissance des différences (religieuses, ethniques, sociales, de genre, etc.) longtemps cachées sous le tapis d'une histoire nationale ou d'une mémoire collective qui renvoyait souvent à l'idée d'un seul peuple sur un territoire. L'étiollement de l'histoire et de



Sílvio Marcus de Souza Correa, 2014 © Christophe Delory

la mémoire peut toutefois offrir des fragments pour bâtir une mosaïque où la pluralité peut être mise en évidence. Quelques exemples du colonialisme allemand en Namibie poseront quelques jalons pour la réflexion sur la mémoire au pluriel et une histoire postcoloniale en tant que récit polyphonique.

En 2004, un ouvrage collectif parut en Allemagne à l'occasion du centenaire du génocide en Namibie. Dans la préface, les historiens Joachim Zimmerer et Jürgen Zeller affirmaient qu'il s'agissait d'un « trauma national ». Il faut préciser que la nation en Namibie est assez récente et que les groupes « ethniques » qui la composent (y compris la minorité allemande) n'ont pas vécu de la même façon le génocide lors de la guerre coloniale (1904-1908). La rétrospective du passé reste donc émaillée par le présent.

Selon la typologie de Reinhard Koselleck, on peut saisir une approche anticoloniale dans la nouvelle historiographie allemande. Si l'histoire écrite (*Aufschreiben*), dont la temporalité s'inscrit dans la courte durée, est celle des « vainqueurs » ; l'histoire accumulative (*Fortschreiben*) prend du recul par rapport à l'histoire apologétique, et cela malgré le risque d'interférence subjective de la part de ceux qui ont vécu l'expérience. Dorénavant, l'histoire réécrite (*Umschreiben*) plus d'un siècle après l'événement, se rapproche du côté des « vaincus ». Du moins, les historiens sont plus sympathiques à leur cause.

Le génocide en tant que « trauma national » risque, bien entendu, de faire de l'histoire un tribunal ou un autel pour expier les fautes d'autrui³. L'anachronisme peut notamment s'inscrire dans une approche engagée

lorsque la révolte des Hereros et Namas est affichée comme une « résistance nationale » à la domination coloniale étrangère quoique les insurgées n'eussent aucun projet national. Les premières manifestations nationales en Namibie ont eu lieu à partir des années 1920 lors du mandat de l'Union Sud-Africaine.

L'ANCRAGE TERRITORIAL DE LA MÉMOIRE

Après la Grande Guerre, l'ex-colonie allemande du Sud-Ouest africain (actuelle Namibie) est devenue un pays sous tutelle de l'Union Sud-Africaine. Quelques commémorations rappelant les événements de la guerre coloniale (1904-1908) ont eu lieu dans plusieurs lieux dès 1920. La minorité allemande, ainsi que Hereros et Namas, avaient de quoi se souvenir⁴.

Selon R. Koselleck, toute communauté humaine dispose d'un espace d'expérience vécue, où les gens agissent et où le passé se fait présent par la mémoire ou par l'histoire et par les rites de commémoration d'une expérience passée. En outre, les gens partagent un horizon d'expectative, en fonction duquel leurs actions sont orientées. Ce qu'on se souvient d'une expérience vécue intervient dans l'horizon de l'expectative.

Dans les sociétés postcoloniales composées par plusieurs groupes (ethniques, religieux etc.), la mémoire d'un groupe peut entrer en collision avec la mémoire d'un autre. L'histoire nationale doit aussi faire face à la polyphonie. Il faut rappeler que l'histoire et la mémoire enregistrent de façon différente les expériences.

Malgré le devoir de mémoire qui interpelle et mène à des actions de commémorations ou de réparations, l'irréversibilité de l'expérience empêche de revivre l'événement tel qu'il s'est passé. D'ailleurs, il faut se rendre compte qu'« un événement n'est pas ce qu'on peut voir ou savoir de lui, mais ce qu'il devient⁵ ».

La mémoire opère avec le souvenir de l'expérience vécue dans l'ordre de la métahistoire. Ce rapport entre mémoire et expérience peut être compris dans le cas du génocide lors de la guerre coloniale au Sud-Ouest africain sous domination allemande.

Comme les survivants Hereros et Namas et leurs descendants, quelques familles d'origine allemande ont aussi leur « trauma ». Les trois communautés en question ont des événements à commémorer dont le souvenir est partagé au sein de chacune. D'ailleurs, le caractère social d'une expérience relève de son partage collectif⁶. La mémoire collective d'un événement n'est pas la somme des mémoires individuelles. Pour l'organisation et la mise à jour de la mémoire collective les rités de commémorations jouent un rôle très important.

En Namibie, les descendants allemands commémorent le Waterberg Tag, les Hereros le Ohmakari Day et les Namas le Heroes Day. Ces commémorations renvoient à différents événements. Elles ne sont pas seulement des hommages posthumes à leurs aïeux tués, morts ou disparus lors de la guerre coloniale,

MÉMOIRE ET HISTOIRE POLYPHONIQUES

mais aussi des occasions pour le rattachement identitaire des membres de chaque communauté et pour la mise à jour de leurs mémoires collectives.

Au-delà des rites de commémorations, les nouvelles générations prennent connaissance d'un événement passé par une lecture symbolique de certains paysages ou par la visite de

vu les nombreux cadavres qui gisaient dans le sable.

Chez les Namas, le *Heroes Day* a lieu à Gibeon, le plus grand foyer de Nama-Witbooi lors de la guerre coloniale. Le volet religieux de la commémoration est suivi d'un autre plutôt théâtral qui représente des événements historiques remarquables pour la communauté. Ces repré-

tions en Namibie, leurs fêtes et leurs éphémérides mettent en évidence l'idiosyncrasie des mémoires collectives au sein d'une société postcoloniale. Cette caractéristique de la société nationale en Namibie a déjà été soulignée par Larissa Förster dans le cadre de son analyse sur les commémorations et leurs ancrages aux territoires⁷.

les Hereros de poursuivre leur lutte pour la reconnaissance du génocide et d'obtenir un dédommagement d'environ 4 milliards de dollars⁸.

Lors de sa visite officielle en Namibie, en 1998, le président allemand Roman Herzog a avoué les « fautes du passé », mais n'a assumé aucune responsabilité, malgré la pression de

de décoloniser le passé est liée au désir de libérer l'avenir des conflits de jadis. Malgré les motivations de se débarrasser des fantômes du colonialisme, la réécriture de l'histoire doit faire face aux multiples voix et témoignages. Une histoire nationale s'avère une tâche difficile pour une société postcoloniale puisqu'elle doit rendre équitable son récit face aux groupes qui la composent.



Le Reiterdenkmal, situé dans la partie externe du Musée national de la Namibie, auparavant l'ancienne forteresse (Alte Feste), au bord de la Robert-Mugabe-Avenue (auparavant Leutweinstraße). Depuis 1912, le Reiterdenkmal est une pièce charnière dans la symbolique de la topographie coloniale et postcoloniale de Windhoek. Fin 2013, le Reiterdenkmal a été démonté après avoir perdu son statut de patrimoine national. © Silvio Marcus de Souza Correa (Windhoek, mai 2012).

quelques « lieux de mémoire » comme un champ de bataille ou un cimetière. Chez les Hereros, le rapatriement du corps du leader Samuel Maharero (1854-1923) et son enterrement en Okahandja en 1923 sont des jalons pour la renaissance symbolique du groupe. Depuis lors une cérémonie s'est inscrite dans le calendrier commémoratif des Hereros. Cette cérémonie a un volet religieux et un autre plutôt martial, les participants de la parade militaire portent des uniformes qui rappellent ceux de la *Schutztruppe*. Les Hereros commémorent aussi l'*Ohamakari Day*. L'endroit de la commémoration a une valeur historique et symbolique à la fois puisque c'est de là que des milliers d'Hereros ont pris la fuite à travers le désert, un épisode tragique

sentions peuvent varier, par exemple, la dernière bataille du grand leader, le capitaine Hendrik Witbooi (1830-1905), ou l'offensive des troupes allemandes au pied des montagnes, sorte de forteresse naturelle où se trouvait bon nombre de Nama-Witbooi en 1904.

À leur tour, les descendants allemands commémorent le *Waterberg Tag* dans le cimetière local où se trouvent les dépouilles de plusieurs Allemands tombés lors de la prise de Waterberg. Il s'agit d'un lieu de mémoire pour une minorité blanche en Namibie, un point de repère pour l'identité de la communauté allemande qui représente environ 5 % de la population nationale.

Les différents ancrages territoriaux des commémora-

LE PARTAGE DE L'EXPÉRIENCE D'AUTRUI ET D'AILLEURS

Lorsque le leader herero Kuaima Riruako a cherché de l'aide juridique aux États-Unis pour entamer une démarche de réparation et porter plainte contre l'État allemand et deux institutions allemandes, il s'emparait en quelque sorte de l'expérience d'autrui et d'ailleurs. L'analogie entre le génocide herero et la Shoah ne reste pas de l'ordre de l'expérience tragique. L'horizon d'expectative peut aussi être partagé. Pourtant, les retombées politiques de la reconnaissance du génocide de la part de l'État allemand et financières des réparations aux familles des victimes de l holocauste, ainsi qu'aujourd'hui de l'État d'Israël, ne se sont pas reproduites dans le cas du génocide herero. Cela n'empêche pas

représentants des Hereros pour une reconnaissance officielle du génocide comme celle faite pour l holocauste juif. Deux ans après, un comité représentant les Hereros et le Commissariat des Droits Humains des Nations Unies se sont rencontrés à Genève. Bien que l'État allemand n'ait pas cédé aux pressions et n'ait jamais reconnu sa responsabilité pour le génocide, il s'est engagé à une coopération pour le développement de la Namibie depuis 2004⁹.

MISE À JOUR DE LA MÉMOIRE ET RÉÉCRITURE DE L'HISTOIRE

En Namibie, le remplacement des noms de rues et la construction de nouveaux monuments ou mémoriaux sont quelques exemples d'une mise à jour de la mémoire. On constate que l'envie

Il va sans dire que la mémoire est le souvenir d'une expérience vécue, dorénavant présente et ouverte à des transformations successives, généralement inconscientes pour les personnes. La mémoire est susceptible de période de longue latence, mais elle peut soudain se réveiller¹⁰.

Si la mémoire penche vers l'absolu, faisant sacré le souvenir, l'histoire relativise, prend du recul, relève d'une approche et d'une analyse critique. D'ailleurs la façon d'articuler les événements ultérieurs est différente entre mémoire et histoire. En ayant pour base les vestiges du passé, l'historien fait son récit sur ce qui a eu lieu, les événements sont intégrés dans un ensemble nourri de sens et de cohérence. Bien que la décolonisation

de l'histoire et de la mémoire puisse avoir des interfaces, récit historique et mémoire peuvent s'opposer¹¹.

L'Independence Memorial Museum à Windhoek est un exemple d'une démarche décolonisatrice. Pour s'éloigner de tout héritage colonial, même son bâtiment n'a aucun lien avec l'architecture coloniale, malgré l'expression remarquable de cette dernière dans le patrimoine urbain de Windhoek¹². Les noms des rues sont remplacés dans le cadre d'un projet national de « namibisation » de la période postindépendance¹³. Il faut ajouter qu'un premier changement des noms des rues avait eu lieu lors de l'occupation britannique/sud-africaine de la Baie de Lüderitz en 1914. La *Bismarckstrasse* était devenue *King George Street*. La deuxième artère principale de la ville – alors Route de la Baie – avait été rebaptisée *Botha Street* et une autre *Smuts Street* pour honorer les deux leaders sud-africains¹⁴.

Après l'indépendance de la Namibie, quelques rues ont été renommées sous une nouvelle orientation (communiste). La *Fidel Castro Street* est un exemple de cette nouvelle période. Dans la capitale du pays, l'ancienne avenue *Curt von François* s'appelle depuis lors *Sam Nujoma Drive*. Dans la ville de Swakopmund, la *Kaiser Wilhelm Strasse* est devenue *Sam Nujoma Avenue*. Dans la ville de Keetmanshoop, la *Kaiser Street* a aussi été rebaptisée *Sam Nujoma Drive* en hommage au premier président de la Namibie¹⁵.

Le mémorial *Heroes Acre* s'inscrit aussi dans cette mouvance de décolonisation¹⁶. Il s'agit d'une représentation en relief de la lutte pour la libération de la Namibie depuis la guerre coloniale jusqu'à l'indépendance. Dans ce récit visuel il y a une conception téloéologique de l'histoire. On présente également une linéarité qui va des « héros de la résistance » au colonialisme allemand jusqu'aux « héros de l'indépendance » qui se sont battus contre la domination sud-africaine. Bref, il s'agit d'un tribut aux héros de la patrie, un mémorial national de « la résistance noire » contre « la domination blanche ».

Les manifestations contre les monuments de la période coloniale s'inscrivent aussi dans le même courant de décolonisation. En 1993, une députée de l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO), Michaela Hübschle, a pris pour cible lors d'une séance au parlement le monument

en hommage au fondateur de la colonie allemande du Sud-Ouest africain, Adolf Lüderitz. Lors de son allocution, elle a fait remarquer que les prisonniers du camp de concentration, qui se trouvait sur l'île en face de la ville de Lüderitz, n'avaient pas de monument à leur mémoire¹⁷. Dans la ville de Swakopmund, le mémorial naval (*Marine Denkmal*) a aussi été la cible de critiques puisque, depuis 1908, ce mémorial rappelle les bataillons de marines qui ont soutenu l'action militaire de la *Schutztruppe*, et notamment le génocide.

Après toute une polémique, le mémorial du Cavalier (*Reiterdenkmal*) dans la capitale du pays a été déplacé en août 2009. Pendant presque 100 ans, il a été une pièce charnière dans la symbolique de la topographie coloniale et postcoloniale de Windhoek. Depuis lors situé dans un endroit externe du Musée national, au bord de la Robert-Mugabe-Avenue (avant

allemande au pied de ce monument. Quelques noms de rue en Allemagne ont également été changés. Le 9 novembre 2007, au centre de Munich, la rue *von Trotha* est devenue rue *Herero*. Ce changement est le plus emblématique puisque le nom de celui qui a donné l'ordre d'extermination (*Vernichtungsbefehl*) a été remplacé par l'ethnonyme du groupe victime de sa folie meurtrière.

LA MÉMOIRE A AUSSI UNE HISTOIRE

Les historiens peuvent déceler les changements et les permanences, les événements plus marquants, plus troublants qui sont remaniés dans la mémoire collective tandis que d'autres sont oubliés ou refoulés. On peut donc retracer l'histoire de la sauvegarde mnémonique du passé, ses réutilisations et ses marques dans le temps présent. Ainsi l'événement de naguère revient « super-signifié » par l'écriture de l'histoire²⁰.

quoique cela puisse s'avérer cacophonique pour certains.

Références

1. « "Mandela statt Mohren" Initiative will an südafrikanischen Nationalhelden statt am Schloss an der Mohrenstraße erinnern », *Der Tagesspiegel. Berlin*, 13/12/2013. En ligne: www.tagesspiegel.de/berlin/mandela-statt-mohren/9212240.html
2. Stephan Wiegler, « Berlins Schlossplatz sollte nach Samuel Mahrero benannt werden », *Der Tagesspiegel. Berlin*, 16/12/2013. En ligne: www.tagesspiegel.de/meinung/anstatt-nelson-mandela-platz-berlins-schlossplatz-sollte-nach-samuel-mahrero-benannt-werden/9222806.html
3. Sur ce sujet voir le chapitre de Pascal Ory, « Du rôle des historiens dans des procès récents », in Jean-Pierre Bacot et Christian Coq (sous la direction de), *Travail de mémoire 1914-1998. Une nécessité dans un siècle de violence*, Autrement, Collection Mémoires, n°54, Paris, janvier 1999. Voir aussi l'article de Jean-Pierre Rioux, « Pas de tribunal de l'histoire », *Le Monde des débats*, décembre 1999.
4. Sílvio M. de S. Correa, « History, memory, and commemorations: on genocide and colonial past in Southwest Africa », in *Revista Brasileira de História*, São Paulo, v.31, n°61, 2011, p. 85-103.
5. Michel de Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Le Seuil, coll. « Points », 1994, p.51.
6. Voir Michèle Leclerc-Olive, « Les figures du temps biographique », *Revue internationale de Sociologie*, vol. 104, p. 1998, 97-120; Jean-Luc Petit « La constitution de l'événement social », *Raisons Pratiques* (Dossier « L'événement en perspective »). n.2, EHESS, 1991, p. 09-38.
7. Larissa Förster, « Der deutsche Friedhof am Waterberg », in Jürgen Zimmerer und Joachim Zeller (Hrsg.), *Völkermord in Deutsch-Südwestafrika: Der Kolonialkrieg (1904-1908) in Namibia und seine Folgen*, Ch. Links Verlag, Berlin, 2004, p. 209-214.
8. Voir « German minister says sorry for genocide in Namibia », *The Guardian*, 16/08/2004, www.guardian.co.uk/world/2004/aug/16/germany.andrewmeldrum.
9. « Germany admits Namibia genocide », *BBC News*, 14/08/2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/3565938.stm>; « Germany regrets Namibia "genocide" », *BBC News*, 12/01/2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/3388901.stm>
10. Pierre Nora et le métier d'historien, « La France malade de sa mémoire », Propos recueillis par Jacques Buob et Alain Frachon, *Le Grand Entretien*, *Le Monde* 2, n° 105, 18 février 2006.
11. François Marcot « Devoir de mémoire et légitimité de l'oubli », in *Journée d'études organisée par le Musée de la résistance et de la déportation*, la Maison des sciences de l'homme Claude-Nicolas-Ledoux et le Laboratoire des sciences historiques de l'Université de Franche-Comté, Besançon, 30 avril 2003, <http://www.fondationresistance.com/actualites/themes/devoirmemoirelegitimiteoublie.htm>
12. Joachim Zeller. « Symbolische Politik. Anmerkungen zur kolonial-deutschen Erinnerungskultur », in Jürgen Zimmerer u. Joachim Zeller (Hrsg.), *Völkermord in Deutsch-Südwestafrika. Der Kolonialkrieg (1904-1908) in Namibia und seine Folgen*, Links Verlag, Berlin, 2004, p.203.
13. Pour d'autres exemples de la « namibisation », cf. Christian Bader. *La Namibie*, Karthala, Paris, 1997, p.167-181.
14. « Kolonie und Heimat » Kriegs-Nr.28, Jahrgang VIII, 1914, p. 11.
15. Joachim Zeller, « Symbolische Politik. Anmerkungen zur kolonial-deutschen Erinnerungskultur », in Jürgen Zimmerer u. Joachim Zeller (Hrsg.), Op. cit., p. 204. Voir aussi Winfried Speitkamp, « Kolonialherrschaft und Denkmal. Afrikanische und deutsche Erinnerungskultur im Konflikt », in Wolfram Martini (Hg.), *Architektur und Erinnerung*, Göttingen, 2000, p. 165-190.
16. Pour une analyse sur les principaux monuments de la Namibie de la période coloniale et postcoloniale, cf. Joachim Zeller, *Kolonialdenkmäler und Geschichtsbewusstsein. Eine Untersuchung der kolonialdeutschen Erinnerungskultur*, Frankfurt/M., 2000 ; Joachim Zeller, « Kolonialkrieg und Denkmal. 100 Jahre Politik mit der Erinnerung », in Förster, Larissa; Henrichsen, Dag; Bollig, Michael (Hrsg.), *Namibia - Deutschland: Eine geteilte Geschichte*, Widerstand, Gewalt, Erinnerung, Köln 2004, p. 124-143.
17. Joachim Zeller, « Symbolische Politik. Anmerkungen zur kolonial-deutschen Erinnerungskultur », in Jürgen Zimmerer u. Joachim Zeller (Hrsg.), op. cit., p.203.
18. Cf. www.az.com.na/fotogalerie/reiterdenkmal-vom-sockel-gehoben.92031.php
19. Pour participer au débat l'ONG *Arbeitskreis Afrika* (AKAFRIK) a invité les historiens suivants: Horst Gründer (Université de Münster), Manfred Hinz (Université de Brême), Henning Melber (Université de Kassel) et Helmut Bley (Université de Hannover).
20. Paul Ricoeur, « Événements et sens », *Raisons Pratiques* (Dossier « L'événement en perspective »). n.2, EHESS, 1991, p.55.





SE SOUVENIR DU QUÉBEC

Jocelyn Létourneau | résident au Collégium de Lyon

Jocelyn Létourneau est historien et professeur à l'université Laval, où il est titulaire depuis 2001 de la Chaire de recherche du Canada en histoire du Québec contemporain. Ses travaux portent principalement sur les constructions identitaires, les rapports entre histoire, mémoire et identité, la formation de la conscience historique et la production des référents collectifs. Il a été chercheur principal au sein d'une Alliance de recherche université-communauté (ARUC), financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), sur le thème « Les Canadiens et leurs passés ».



Jocelyn Létourneau, 2014 © Christophe Delory

On dit des jeunes qu'ils ne savent pas grand-chose du passé de leur société. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils n'y connaissent rien ou n'ont pas de vision d'ensemble de l'histoire du pays qu'ils habitent. À cet égard, les nombreux sondages qui font état d'un déficit apparent du savoir historique chez les jeunes pourraient cacher plus qu'ils ne révèlent.

Au cours des dix dernières années, j'ai mené des recherches étendues sur la mémoire que conservent, de l'expérience historique québécoise, de jeunes Québécois de 4^e et 5^e secondaire, du cégep et de l'université¹. Plutôt que de les interroger sur des aspects particuliers ou circonscrits du passé, je leur ai demandé de raconter, par écrit, l'histoire du Québec comme ils s'en souvenaient ou la connaissaient, et ce, « depuis le début ». Évidemment, j'ai fait bien attention de ne donner, à mes répondants, aucune indication sur le moment initial de l'histoire du Québec non plus que de précision sur les événements

centraux, les personnages importants ou l'évolution d'ensemble de cette histoire. En fait, les jeunes étaient libres de raconter l'histoire qu'ils voulaient de l'aventure québécoise dans le temps. J'exigeais d'eux, simplement, qu'ils répondent avec sérieux à la question posée. Or, l'immense majorité obéissait à la prescription. En 45 minutes, ils me faisaient donc part de leur histoire du Québec. Certains réglaient la question en deux paragraphes. D'autres, plus loquaces, étendaient leur propos sur trois pages.

Au fil des ans, j'ai amassé plus de 4 000 récits d'histoire du Québec rédigés par de jeunes Québécois de différentes langues ou cultures. Il faut avouer que ces récits sont plutôt élémentaires, voire banals, surtout s'ils proviennent d'élèves de 4^e secondaire². Cela dit, à l'encontre de ce que l'on entend souvent, les jeunes Québécois ne sont pas dépourvus d'une vision générale de l'histoire québécoise. Chez les francophones, elle se présente *grosso modo* comme suit : à

cause de l'Autre, notre destin fut dévié et notre quête collective a pris la forme d'une lutte de survie (voir l'encadré à la page suivante).

On en conviendra, cette vision est simple, voire simpliste. Forte dans sa simplicité, elle est néanmoins manifeste dans la plupart des textes. Elle s'affirme d'ailleurs à mesure que les jeunes vieillissent et franchissent les étapes de leur cursus scolaire. En 5^e secondaire (première de lycée), la vision proposée par les jeunes Québécois de l'histoire de leur société est déjà beaucoup plus détaillée qu'elle ne l'était une année plus tôt. La progression suit son cours au cégep et encore à l'université. Mais, chose intéressante, il n'y a pas de rupture fondamentale dans la trame du récit. Avec les années, la vision de départ se consolide, le récit se densifie et finit par s'élever sur lui-même dans une espèce d'autonomie relative par rapport aux faits du passé. C'est comme si l'histoire, s'appuyant sur le passé, finissait par exister en dépit de lui

– parfois avec lui, certes, mais parfois aussi contre lui.

J'ai longuement médité sur le paradoxe qui veut que les jeunes Québécois, sans bien connaître le passé de leur société, aient néanmoins une vision assez forte de l'histoire du Québec. À quoi attribuer ce fait qui ne leur est d'ailleurs pas spécifique ?

HISTOIRE ET CONSCIENCE HISTORIQUE

La première hypothèse est de dire que le cours d'histoire nationale, qui conserve son fond malgré la nouvelle appellation reçue (*Histoire et Éducation : la citoyenneté*³), est un véritable collimateur de conscience historique. Autrement dit, c'est parce qu'ils suivent le cours d'histoire nationale que les jeunes Québécois adhèrent à la vision de l'histoire du Québec qui se dégage de leur récit. Cette hypothèse n'est pas fausse : il est clair qu'après avoir suivi le cours d'histoire nationale, les jeunes Québécois – je m'en tiens ici aux francophones – ont une vision plus étendue et affirmée, plus politisée aussi, de ce que fut l'expérience historique de leur société⁴.

Est-ce donc le programme d'histoire qui, conjuguant le passé québécois au temps d'une nation en quête d'elle-même, mais contrariée dans son destin par un « usurpateur venu d'ailleurs », orienterait les jeunes vers une (re) présentation particulière de ce que fut l'aventure québécoise dans le temps ? Sont-ce les enseignants qui, en classe, proposeraient un ensemble de visions teintées de ce que fut le passé québécois, visions suggérant aux étudiants l'interprétation qu'ils mettent en avant plutôt que n'importe quel autre point de vue ?

En fait, on ne peut répondre par la négative à ces deux questions. J'ignore toutefois jusqu'à quel point il faut considérer le programme d'histoire et l'œuvre des enseignants comme étant à la source du paradoxe qui veut que les jeunes Québécois aient une vision forte de l'histoire du Québec sans bien maîtriser la connaissance du passé de leur société.

Attardons-nous d'abord au programme d'histoire nationale. Je ne pense pas que ce programme, dans sa version précédente (1982) et encore moins dans sa vision récente (2006), puisse être qualifié de « nationaliste ».

En pratique, ce programme n'est pas plus orienté au Québec qu'il ne l'est ailleurs. De toute façon, rares sont les programmes d'histoire qui ne visent, en même temps que de transmettre aux jeunes des connaissances sur le passé, à leur inculquer un certain sentiment identitaire, la plupart du temps nationalo-centré. Or, le programme d'histoire du Québec n'a jamais eu pour objectif de construire une histoire du *Nous les Québécois* qui soit fondée sur une quelconque stigmatisation de l'Autre comme empêcheur de destinée⁵. Sans minimiser la part de l'Autre et la place de l'adversité dans l'expérience historique québécoise, la trame narrative du programme a toujours tourné autour des dynamismes interactifs, d'ordre politique et social, sur lesquels s'est élevée la collectivité québécoise, collectivité depuis longtemps travaillée par l'ambition nationale, mais sur un mode ambigu et paradoxal plutôt que sur un mode déterminé et unilatéral.

Si ce n'est pas vraiment le programme d'histoire nationale, à lui seul tout au moins, qui explique la vision des étudiants, il faut donc se tourner du côté des enseignants. Ce seraient eux les coupables ! Encore ici, il faut être prudent, bien qu'il y ait apparemment anguille sous roche. D'abord, tous les enseignants ne sortent pas du même moule et n'ont pas la même vision de l'aventure québécoise dans le temps. Les enseignants sont par ailleurs des professionnels qui, à l'exception de certains excentriques ou démissionnaires, s'accusent correctement de leur tâche. Leur but n'est pas de se faire idéologues en classe, mais de permettre à des jeunes d'assimiler des connaissances et de se familiariser avec la méthode historique. Nul doute qu'il y ait des enseignants qui passent la frontière, peu patrouillée du reste, séparant la science de la politique. Mais les jeunes ne sont pas un public niaïs à qui l'on peut balancer n'importe quoi. Sans pouvoir toujours réagir, faute d'un bagage suffisant de connaissances ou par déférence envers leur maître, à ce qui leur est offert comme information et interprétation, ils se montrent habituellement sceptiques ou dubitatifs à l'endroit des visions manichéennes qui leur sont proposées. S'ils préjugent ordinairement bien des qualifications de leur enseignant, celui-ci doit néanmoins, malgré la position d'autorité qu'il détient dans l'environnement de la classe,

leur prouver sa compétence, sans quoi nul lien de confiance n'est établi. Or, cette preuve de compétence passe souvent par la transmission d'une connaissance mesurée et respectueuse de l'intelligence des destinataires. Il semble du reste que les élèves – du moins une partie d'entre eux – apprécient d'être confrontés à la complication et à la difficulté des choses, en tout cas plus que l'opinion populaire ne le suppose⁶.

Sans prétendre que le programme d'histoire et que les enseignants n'ont rien à voir avec l'assimilation d'une vision particulière de l'histoire du Québec chez les jeunes, il faut chercher ailleurs la raison principale au fait que ces derniers adhèrent à la thèse voulant qu'à cause de l'Autre, le destin du Québec fut dévié de son parcours au point que la quête collective des Québécois ait pris la forme d'une lutte de survie.

PATRIMOINE HISTORIAL ET MÉMORIEL

Cette autre raison, on la trouve dans la mémoire collective, sorte de vision de Soi dans le temps qui, transmise d'une génération à l'autre, imprègne la société québécoise dans l'ensemble des représentations qu'elle produit sur elle-même.

Il n'est pas facile d'identifier les foyers de production et de diffusion de cette mémoire collective, qui sont multiples. La famille en est un au même titre que les cinéastes et le cinéma, les journaux et les journalistes, le débat politique et les politiciens, les contes et les conteurs, les chansons et les chansonniers, la littérature et les littéraires, etc. En fait, au titre de producteurs et de diffuseurs de la mémoire collective se trouvent tous ceux qui créent les formes narratives et le patrimoine d'histoires, bref le système énonciatif, par lequel la société québécoise se raconte à elle-même et se révèle aux autres.

Or, dès leur plus jeune âge, les jeunes sont soumis à ce système énonciatif dans lequel ils sont socialisés en tant que participants d'une communauté de communication qui est en même temps une communauté de mémoire et d'histoire. Encore une fois, cette socialisation par et dans une mémoire et une histoire n'est pas propre aux jeunes Québécois. Le phénomène est culturel, c'est-à-dire qu'il est universel. Je n'entrerai pas dans le détail du processus par lequel s'effectue cette socialisation. Je me contenterai d'en tirer les conséquences aux fins de mon propos.

L'HISTOIRE DU QUÉBEC DES JEUNES

Si l'on voulait reconstituer le récit archétypal de l'histoire du Québec tel qu'il est formulé par une très grande majorité de jeunes, qui sont évidemment francophones d'héritage canadien-français, ce récit se déroulerait selon une trame et serait articulé dans des noeuds d'intrigue propres à une histoire structurée en trois temps : l'âge d'or (T1); le renversement de situation (T2); la renaissance ou la restauration (T3). Cette histoire déboucherait par ailleurs sur une espèce de déplorable inaccomplissement collectif conceptualisé par les répondants comme un temps d'hésitation pour les Québécois (T4).

Le récit des jeunes se déroulerait ainsi :

(T1) – *L'Âge d'or*. Au départ se trouve une population vivant de manière assez rudimentaire mais en paix, qui se construit un monde en français, qui subit les nuisances du régime colonial et du système mercantile sans toutefois avoir à se rebeller contre la mère-patrie, qui commerce avec les Autochtones, qui prend conscience du potentiel économique considérable du coin d'Amérique qu'elle habite, qui connaît peu de conflits internes, qui reste sous la coupe des intérêts de la métropole, mais qui n'a pas à se battre pour protéger ses droits et sauvegarder sa langue.

(T2) – *Le retournement de destin*. Puis survient le Grand basculement dont l'épisode inaugural est la Conquête de la Nouvelle-France par les Britanniques en 1759. Commence alors une histoire scandée par l'interminable lutte des francophones pour leur émancipation et liberté contre les tentatives continues d'assimilation, belliqueuses ou sournoises, que leur infligent les anglophones. C'est dans le cadre de cette dynamique conflictuelle (quête d'affirmation d'un côté et volonté d'embrigagement soft ou hard de l'autre) que s'inscrivent les événements marquants de l'histoire québécoise entre l'Acte de Québec et la Révolution tranquille.

(T3) – *Le recommencement*. Les années 1960 coïncident en effet avec une période de Grand réveil collectif où les Québécois, animés par un élan nouveau, s'engagent résolument dans la modernité, prennent une distance salutaire par rapport à leurs figures identitaires et leurs modes d'êtres antérieurs, s'ouvrent au monde, se libèrent du joug des Anglais dont le gouvernement fédéral était devenu l'instrument privilégié d'intervention depuis la guerre et entreprennent de se réapproprier leur destin collectif. Dans cette mouvance, Jean Lesage, mais surtout René Lévesque, se révèlent des acteurs clés.

(T4) – *L'hésitation*. Pour différentes raisons, notamment parce que les Québécois sont divisés sur leur avenir et qu'il y a des forces, en particulier le gouvernement fédéral, qui contrarient l'avènement contenu en germe dans la Révolution tranquille (la libération des Québécois et la souveraineté du Québec), l'élan du Québec est comme brisé à l'occasion des référendums de 1980 et de 1995. S'ouvre alors une période d'incertitude, de recherche d'une voie de passage vers l'avenir, voire de tentative de redéfinition identitaire qui reste néanmoins ambiguë. C'est sur cette finale marquée par la nostalgie (« ce qui nous est malheureusement arrivé et ce que l'on aurait pu être si... ») tout autant que par l'espoir mélancolique (« ce que l'on pourrait encore devenir si... ») que se clôt la narration des jeunes.

Socialisés dans une culture, donc initiés à un patrimoine mémoiriel et historial qui leur est offert et transmis, les jeunes arrivent à l'école en portant en eux un ensemble de références qui leur permet non seulement de donner un sens au monde qui les entoure, mais également de se situer et de se repérer dans ce monde. C'est dire que les jeunes ne se présentent pas intellectuellement vierges à l'école. À l'encontre de la façon dont on les perçoit parfois, ils ne sont pas des boîtes vides que l'on peut remplir d'un savoir qui ne demanderait qu'à s'installer dans un crâne immaculé. Avant d'arriver au secondaire, les jeunes ont déjà des visions, des interprétations et des attentes. S'ils manifestent parfois peu d'attention ou d'intérêt envers ce qui leur est enseigné, c'est néanmoins comme auditeurs (inter) actifs qu'ils suivent leur cours d'histoire. En fait, les jeunes sont réceptifs tout autant que résistants lorsqu'ils suivent leur premier cours d'histoire nationale en 4^e secondaire – maintenant en 3^e secondaire. Ils sont porteurs d'un ensemble de récits, clichés, stéréotypes et mythistoires plus ou moins bien ancrés dans leur imagination. Or, ces matrices d'entendement les prédisposent à retenir ou à

refuser les informations et interprétations qui leur sont inculquées. C'est assurément le défi de l'enseignant d'ouvrir et de complexifier cette imagination et de confronter les fermetures, obturations ou palissades déjà érigées ou présentes à l'esprit des jeunes au moment où, pour la première fois, ils sont systématiquement initiés à l'histoire de leur société.

Ce que je viens de dire se résume à un point essentiel : qu'ils soient de culture franco-québécoise, anglo-québécoise, canadienne-anglaise ou autre, les jeunes sont pris dans des mythistoires particuliers. On ne peut facilement contourner ou déconstruire ces mythistoires. Ils sont souvent à la source d'une compréhension du monde qui, même de nos jours, n'est pas que raisonnable, mais largement enchantée et métaphorique. Ainsi, pour une majorité de Franco-Québécois, les « Anglais » restent ceux qui ont empêché une nation de s'épanouir au diapason de ses possibilités et qui la gênent encore, plus ou moins, dans son potentiel ou ses velléités d'épanouissement. Pour bien des Canadiens anglais, les Québécois, descendants des Français, forment une bande de râleurs qui devraient assumer

le fait qu'ils ont été battus en 1759, mais que cette défaite est loin derrière et qu'il serait temps de passer à autre chose.

Qu'ont à voir ces visions d'histoire avec le passé ? Il serait faux de prétendre qu'elles n'ont rien à voir. On ne peut nier, par exemple, que la Nouvelle-France fut conquise par les Britanniques ; ou réfuter que ces derniers ont mis en œuvre un système colonial adapté à leurs intérêts ; ou disputer que les anciens Canadiens ont lutté pour faire reconnaître leurs droits collectifs, etc. Cela dit, l'expérience historique canadienne, au sein de laquelle s'est jusqu'ici déroulée l'expérience historique québécoise, comporte moult zones grises que décrit mal une histoire faite de « bons » et de « méchants », de « raisonnables » et d'« émotifs », de « grogneurs » et d'« empatiques », de « modernes » et de « primitifs », tous apanages qui restent largement structurants des débats publics au Québec-Canada et qui continuent de charpenter la conscience historique et la vision actuelle qu'ont, les uns des autres, les Franco-Québécois et les Canadiens anglais, pour s'en tenir à ces deux groupes.

ENSEIGNEMENT LIBÉRATEUR

Comment amener les jeunes à assimiler l'histoire plus complexe d'un pays dissonant depuis toujours et dont la force relative réside peut-être dans la reconnaissance politique de cette dissonance plutôt que dans sa dénégation ?

Une chose est sûre : l'entreprise est costaude. Il n'est pas simple de déconstruire les mythistoires sur lesquels s'élève non seulement une vision du passé, mais également une vision du Soi. Ces mythistoires ont en effet une fonction identitaire. Déconstruire un récit d'histoire, ce n'est rien de moins que défaire, en tout cas ébranler, une identité collective. La critique qui, depuis le printemps 2006, se fait entendre au sujet du nouveau programme *Histoire et Éducation : la citoyenneté* tient précisément à cette raison. Ce n'est pas tant la perspective constructiviste inhérente au programme qui inquiète les pourfendeurs de l'initiative ministérielle que la possibilité de raconter aux jeunes une histoire du Québec qui, apparemment, sort du canon habituel⁶. Se dégager d'un canon historial, dont les liens avec la mémoire collective sont intimes et tenaces, c'est en effet se détacher d'une vision du Nous-autres pour la remplacer par une autre vision de ce Nous-autres. Or, il est toujours angoissant, pour ceux qui veulent imposer leur hérgéomnie de sens dans le processus de production d'une société, de reconstruire autrement un Nous-autres, qui correspond souvent à celui qui fonde leur pouvoir symbolique et politique. D'où leur insistance à conserver le récit patrimonialisé⁷.

De telles guerres d'histoire n'existent d'ailleurs pas qu'au Québec. Il y a quelques années, Jack Granatstein, historien médiatisé au Canada anglais, était parti en croisade contre ceux qui, selon lui, « dénationnaient » l'histoire canadienne⁸. Contesté dans le monde universitaire, l'historien a fait fureur auprès de l'opinion publique. La position de Granatstein est aujourd'hui soutenue par bien des lobbies qui voudraient que l'histoire réussisse à provoquer ce que la politique, à l'évidence, n'arrive pas à produire, soit un pays uniifié autour d'une vision convergente et consonante de lui-même. Il n'y a pas qu'au Québec que l'histoire soit sous surveillance...

Quelle place, néanmoins, pour l'enseignement et les enseignants dans un contexte où la prégnance des mémoires

SE SOUVENIR DU QUÉBEC



collectives, des mythistoires et des discours sur l'histoire est aussi puissante dans la construction des représentations par lesquelles les jeunes donnent du sens à leur vie individuelle et collective? On sera probablement déçu de ma réponse: il n'y a pas d'autre horizon à l'enseignement et aux enseignants que celui de la rigueur et de la complexité.

Par rigueur, j'entends le souci des faits, le respect de ce qui est survenu, la décence de relever et de révéler la difficulté de comprendre le monde et de ne pas le réduire au plus petit dénominateur commun. Il y a des limites rapidement atteintes à faire de l'histoire du passé un récit identitaire pour la nation ou les groupes la constituant. L'histoire, en effet, ne peut servir de cause. La noblesse de l'enseignement réside plutôt dans le fait d'amener les jeunes à voir le monde sous d'autres jours, à les introduire à des perspectives qui sortent du sens commun, à confronter leurs idées acquises, à les conduire vers des ailleurs énonciatifs ou interprétatifs qu'ils ne soupçonnaient pas, et ce, en évitant de les abandonner à leur sort ou de les laisser dans un capharnaüm de sens. Bien sûr, pareille démarche est difficile. Elle ne fonctionne pas toujours ni pour tous. Ce n'est pas une raison pour s'arrêter. Un enseignant est au fond comme

un parent: il a pour mission de répandre l'espoir autour de lui, d'éveiller et de pousser vers l'avant ceux et celles envers qui il exerce une responsabilité, en ne cessant jamais de croire qu'il peut les aider, malgré les embûches, à faire un bout de chemin dans la vie.

il y a d'un côté des gagnants et de l'autre des perdants; où l'histoire semble jouée avant même que l'action des hommes et des femmes n'ait eu lieu.

Cette insistance sur la complexité des choses, qui a pour conséquence d'ajouter passablement de variables à l'équation

récit et de la part de celui qui le reçoit, de critiquer ce qui semblait établi et de dialoguer pour comprendre et se comprendre.

Rien n'est simple ni facile dans la vie et le monde. Changer d'histoire, voire seulement défier les récits connus, est même quelque chose d'ardu et de délicat. C'est

L'expérience historique canadienne, au sein de laquelle s'est jusqu'ici déroulée l'expérience historique québécoise, comporte moult zones grises que décrit mal une histoire faite de « bons » et de « méchants », de « raisonnables » et d'« émotifs », de « grogneurs » et d'« empathiques », de « modernes » et de « primitifs », tous apanages qui restent largement structurants des débats publics au Québec-Canada et qui continuent de charpenter la conscience historique et la vision actuelle qu'ont, les uns des autres, les Franco-Québécois et les Canadiens anglais, pour s'en tenir à ces deux groupes.

On disait que la complexité devait être l'un des horizons privilégiés par l'enseignement et les enseignants. Par complexité, j'entends le souci d'établir, auprès des jeunes, le caractère souvent composé, confus, ambigu, embrouillé, évasif, équivoque, paradoxal et touffu de ce qui fut. Cela n'est pas à dire que l'on ne peut proposer aux jeunes d'interprétation qui offre du passé une compréhension générale. Mais cette interprétation ne peut reposer sur une vision tranchée des choses où tout apparaît comme logique, évident, déterminé, délibéré et organisé; où

d'une situation historique, est libératrice en ceci qu'elle inocule, dans l'esprit d'un jeune, l'idée voulant qu'il n'y ait pas de script du passé; que ce sont les êtres humains, dans le méli-mélo de leurs actions et emportés par leurs idées ou pressés par les contingences du moment, qui produisent l'histoire; et qu'il y a toujours la possibilité de faire, dans l'avenir, autre chose que ce que le passé a fait de nous au présent. Un récit d'histoire fondé sur la complexité des choses est tout à la fois exigeant et affranchissant en ce qu'il demande, de la part de celui qui offre ce

pourtant le devoir qui nous incombe en tant qu'intellectuels, historiens ou enseignants. Au même titre que la mémoire doit être reconnaissance et distance des contemporains envers les anciens, l'histoire doit être interrogation inlassable de l'Homme sur son action en vue de pratiquer des brèches dans son présent afin de se donner les moyens de passer à l'avenir.

Références

- * Adaptation et mise à jour du chapitre 2 de l'ouvrage de Jocelyn Létourneau, *Le Québec entre son passé et ses passages*, Montréal, Fides, 2010.

1. À ce sujet, voir le site www.thonistoireduquebec.ca/

2. Le 4^e secondaire, dans le système québécois, correspond, dans le système français, à la 2^e seconde du lycée.

3. J. Létourneau, « Transmettre la culture comme mémoire et identité. Au cœur du débat sur l'éducation historique des jeunes Québécois », *Revue française de pédagogie*, n° 165 (oct./nov./déc. 2008), p. 43-54.

4. J. Létourneau et Christophe Caritey, « L'histoire du Québec racontée par les élèves du secondaire. L'impact apparent du cours d'histoire nationale dans la structuration d'une mémoire historique collective chez les jeunes Québécois », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 62, 1 (été 2008), p. 69-93.

5. Daniel Moreau, « Les réformes de l'enseignement de l'histoire nationale, du Rapport Parent au Rapport Lacoursière », *Bulletin d'histoire politique*, 14, 3 (printemps 2002), p. 31-52.

6. « Faut-il craindre une autre histoire du Québec? », chap. 3 de J. Létourneau, *Le Québec entre son passé et ses passages*, op. cit.; *Id.*, « Quelle histoire d'avenir pour le Québec? », *Histoire de l'Éducation*, 126 (avril-juin 2010), p. 97-119.

7. J. Létourneau, « La fin de l'histoire québécoise? », *Recherches sociographiques*, 54, 1 (2013), p. 165-182.

8. Jack Granatstein, *Who Killed Canadian History?*, édition révisée, Toronto, Phyllis Bruce Books, 2007.



ARCHÉOLOGIE SYRIENNE ET PREMIÈRES LUEURS DE L'AUBE

Michel Al-Maqdissi | ancien résident à l'IEA de Paris, et Eva Ishak

Michel Al-Maqdissi enseigne l'archéologie orientale et la civilisation phénicienne à l'université de Damas et à l'université Saint-Joseph des Jésuites à Beyrouth. Depuis 2000, il est directeur du service des fouilles et études archéologiques à la direction générale des antiquités et des musées (DGAM) de Syrie. En 1984, il a dirigé sa première mission archéologique en Syrie du Sud, avant d'entreprendre deux projets archéologiques visant à étudier la nature des villes syriennes aux III^e et II^e millénaires av. J.-C. Il s'intéresse également à la littérature et à l'ethno-archéologie. Eva Ishak est chercheur à la DGAM.



TÉMOIGNAGE À PROPOS DE L'EXPOSITION ORGANISÉE À L'HÔTEL DE LAUZUN DU 27 NOVEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

L'exposition de photographies intitulée *Archéologie syrienne et premières lueurs de l'aube: de l'exaltation à la tragédie* retrace les moments joyeux de l'action archéologique en terre syrienne avec un développement axé sur des sites et des monuments dégagés et étudiés par des savants et des archéologues de très grande qualité¹.

En cinquante ans, le travail mené par la direction générale des antiquités et des musées de Syrie s'est transformé radicalement pour faire place à une vision archéologique claire destinée principalement à préserver le patrimoine et à donner aux sites et aux monuments une valeur universelle par l'application d'une politique archéologique d'ouverture et de collaboration avec les institutions scientifiques locales et étrangères.

Dans cet esprit, l'exposition a montré une variété extraordinaire axée sur trois thèmes complémentaires:

- Une rétrospective de l'histoire de l'archéologie syrienne d'Ernest Renan à nos jours;
- La richesse du paysage archéologique syrien et le désastre consécutif de la guerre civile;
- L'aventure archéologique vécue sur le terrain.

L'aventure archéologique en Syrie a commencé en 1860 avec l'action légendaire sur la côte levantine d'Ernest Renan (1823-1892) à la recherche de la civilisation phénicienne. Ses travaux à Amrit et à Arwad ont abouti à des révélations majeures avec la mise en évidence de deux sanctuaires spectaculaires liés à des tombeaux royaux (Maghabil) richement décorés. Presque en même temps, le grand diplomate français Marquis Charles-Jean Melchior De Vogüé (1829-1916) sillonne la Syrie intérieure de la région hauranaise au sud jusqu'au Massif calcaire au nord à la recherche de l'architecture civile et religieuse du I^{er} au VII^e siècle apr. J.-C.

Quelques années plus tard, René Dussaud (1868-1958), grand orientaliste français, va intensifier ses recherches sur le terrain, afin de publier la grande synthèse sur la topographie historique de la Syrie antique et médiévale.

Avec l'installation du Service des Antiquités² au temps du Mandat français en 1920, une nouvelle phase va voir le jour par l'instauration d'une loi sur les antiquités et de plusieurs bureaux dans les grandes villes pour organiser les travaux archéologiques et la conservation des monuments antiques. Sur le terrain, des fouilles spectaculaires vont marquer plusieurs régions, notamment à Ras Shamra/Ougarit (à partir de 1929) sur la côte méditerranéenne sous la direction de Claude Schaeffer (1898-1982) et à Tell Hariri/Mari (à partie de 1932) sur la rive droite de la moyenne vallée de l'Euphrate sous la direction d'André Parrot (1901-1980).

Durant cette période de présence française, plusieurs projets vont renforcer la mise en œuvre d'une archéologie véritablement scientifique. En effet, la création

de quatre musées importants à Damas, Alep, Souweida et Antioche va permettre de présenter à un large public les découvertes récentes. En même temps, des missions de nationalités diverses travaillent activement, en particulier à Tell Braq et Tell Chagar Bazar, sous la direction du grand savant anglais Max Mallowan (1904-1978); à Tell Halaf/Guzana, sous la direction du diplomate allemand Max Freiherr Von Oppenheim (1860-1946) et à Tell Atchana/Alalakh, sous la responsabilité de l'anglais Leonard C. Woolley (1880-1960), grand spécialiste de l'archéologie mésopotamienne.

Dans les années trente, plusieurs opérations françaises sont menées, à Palmyre, au Krak des Chevaliers, à Tell Ahmar, dans les villes mortes du Massif calcaire et dans la nécropole romaine de Homs, sous à l'initiative d'Henri Seyrig (1895-1973), protagoniste de l'archéologie levantine, secondé par Daniel Schlumberger (1904-1972), l'éminent défenseur de l'identité de l'art Oriental dans les courants artistiques grecs de l'époque hellénistique.

L'indépendance de la Syrie en 1946 fut l'occasion pour l'archéologie syrienne de confirmer son identité³ en s'inspirant des idéaux de Mohamed Kird Ali (1876-1952), figure du mouvement de renaissance arabo-islamique (al-Nahda). À cette époque, Sélim Abdulhak (1913-1992), de retour de France, a pour ambition ambitieuse de poursuivre le travail commencé par l'émir Jaafar Al-Hassani Al-Jazaïri, le premier directeur du musée de Damas, notamment à travers une institution qui contrôle l'ensemble des travaux archéologiques et muséologiques pour mettre en valeur le patrimoine national. Il a tout d'abord inauguré une annexe importante du musée puis il a recruté de jeunes diplômés du département d'histoire de la faculté des Lettres, dont les plus brillants ont été envoyés en Europe pour consolider leur formation. Il collabora avec Joseph Sabba (?-1954), jeune diplômé de l'université de Yale qui mourut peu de temps après. Sélim Abdulhak forma finalement plusieurs services à la direction générale des antiquités et des musées (DGAM) et nomma le Dr Adnan Bounni (1926-2008)

ARCHÉOLOGIE SYRIENNE ET PREMIÈRES LUEURS DE L'AUBE

directeur du service des fouilles et des études archéologiques. Sélim Abdulhak, véritable fondateur de la DGAM, a voulu, pendant ses 16 ans de présence,

souhaitait également communiquer au monde scientifique sa vision concernant le patrimoine, les fouilles archéologiques, les musées et d'autres conceptions

Syrie a lancé un appel international pour la sauvegarde des sites bientôt submergés par le Lac Al-Tabqa. La collaboration de plusieurs missions interna-

des équipes syriennes contribuent par ailleurs à illustrer les travaux de la direction générale des antiquités et des musées et rivalisent ainsi avec celles des

diffuser l'ensemble des activités réalisées.

Pour conclure, la Direction Générale des Antiquités et des Musées a connu trois générations de chercheurs: les pionniers, les grandes figures et l'équipe actuelle. Nous avons accompli des étapes essentielles et nous espérons qu'une quatrième génération trouvera les moyens d'atteindre un statut international, développant ainsi les spécificités de notre école au sein des courants archéologiques internationaux.

Mais aujourd'hui, avec le désastre qui domine notre pays et la disparition progressive de notre patrimoine par une guerre dominée par la haine et la rancoeur, que restera-t-il de ce passé glorieux?

Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement Fadia Abou Sekeh (DGAM-Damas) et Samas Shamas (DGAM-Damas et Université de Damas) pour l'aide précieuse au cours de la préparation de cette notice.

Références

1. Nous devons saluer plusieurs personnes qui ont contribué au développement de cette exposition et de cette plaquette: Dr Maamoun Abdulkarim, Directeur Général des Antiquités et des Musées de Syrie ; Dr. Marc Griesheimer, de l'IFPO-Damas/Beyrouth ; Dr Dominique Parayre, de l'université Charles-de-Gaulle Lille III; Mme Marie-Thérèse Cerf, de l'Institut d'études avancées de Paris et Dr Cheikhmous Ali, de l'université de Strasbourg.
2. Pour cette période, cf. Mathilde Gelin: *L'archéologie en Syrie et au Liban à l'époque du mandat (1919-1946). Histoire et organisation*, éd. Geuthner, Paris, 2002.
3. Pour cette période, cf. Michel Al-Maqdissi (éd.): *Pionniers et protagonistes de l'archéologie syrienne 1860-1960, d'Ernest Renan à Sélim Abdulhak*, Damas, 2008 (Documents d'Archéologie Syrienne XIV) et Michel Al- Maqdissi, Ahmad Firzat Taracji et Eva Ishak (éd.): *Pionniers et protagonistes de l'archéologie syrienne 1860-1960, d'Ernest Renan à Sélim Abdulhak*, Damas (Documents d'Archéologie Syrienne XIV) (version en arabe).

Liste des figures

Figure 1: Sélim Abdulhak, Henri Seyrig et l'émir Jaafar al-Hassani al-Jazaïri à Chypre, Saint-Hilarion le 9 octobre 1949 (Archives de l'IFPO, Photothèque Damas-Syrie)

Figure 2: Le Général Adib Chechakli avec André Parrot en visite à Tell Hariri-Mari le 1^{er} novembre 1952 (Archives Ihsan Chechakli)



entreprendre plusieurs chantiers de fouille. Il facilita particulièrement la reprise des fouilles du mandat à Ras Shamra/Ougarit et Tell Hariri/Mari et lança plusieurs missions à Tell Chuera, Amrith, Palmyre et Rassafé/Sergiopolis. Il avait une vision très avant-gardiste du rôle pédagogique du musée, renforçant ainsi l'équipe des conservateurs à Damas et Alep par une jeune génération de chercheurs. À cette période, le moteur des fouilles syriennes était Nessim Saliby (1923-1996), qui a notamment mené des travaux à Amrith, Raqqâ, Palmyre et dans d'autres grands sites. Ses fouilles étaient exemplaires et ses études architecturales de très grande qualité. L'ensemble des réalisations de Sélim Abdulhak a été présenté au monde scientifique à travers les Annales Archéologiques Arabes Syriennes. Depuis 1951, cette revue a permis la diffusion des résultats des fouilles syriennes et étrangères ainsi que des synthèses. Sélim Abdulhak

dans le domaine de la recherche archéologique, afin de sensibiliser les jeunes au patrimoine et à l'histoire de la Syrie.

Cette période florissante a été célébrée en 1969 par le ix^e congrès international d'archéologie classique à Damas, événement conçu par Sélim Abdulhak et réalisé par Dr Adnan Bouanni. Ce congrès a regroupé plusieurs dizaines de grands savants nationaux et étrangers. À partir de 1970, la DGAM se dote de grandes figures qui dirigent les services des fouilles et des études archéologiques, des monuments historiques, de la restauration et les laboratoires. Le musée, organisé par Sélim Abdulhak, regroupe cinq départements dont les conservateurs ont étudié pour la plupart à l'École du Louvre.

Durant cette période commence une grande phase de développement des fouilles. En effet, depuis les années 1960, la

tionales avec l'Unesco marque le début de cette nouvelle ère, avec notamment une participation intense, en plus des équipes nationales, des équipes belges, allemandes, françaises, hollandaises, espagnoles, libanaises, américaines, suisses, anglo-américaines, italiennes et japonaises. Suite à ce projet, une exposition organisée à Alep inaugura une nouvelle page de l'archéologie syrienne. Les missions étrangères ont ouvert d'autres chantiers tels que ceux de Tell Brak/Nagar, Tell Hammam el-Turkman/Zalba, Tell Bi'a/Tutul, Tell Oumm el-Marra, Tell Abou Danné, Tell Leilan/Shubat Enlil, Tell Ashara/Terqa, et la direction a participé au lancement de plusieurs campagnes de fouilles comme à Ras Ibn Hani, Rahba-Mayadine. Ces séries d'actions ont donc permis à la Syrie, notamment à la façade levantine du Proche-Orient, de prendre de la valeur. Les récentes découvertes de grands sites importants de l'histoire par

grands centres de la Mésopotamie, de l'Anatolie et d'Iran. Cette phase prospère a finalement abouti à l'organisation de la première grande exposition des antiquités syriennes au Petit Palais de Paris (1983-1984), puis à des événements similaires dans plusieurs villes européennes et américaines. Les années 1980 se caractérisent par un essor toujours plus grand des fouilles archéologiques, ainsi que par le début d'une campagne de restauration des monuments des grands sites de Palmyre, Apamée, Rassafé/Sergiopolis et bien d'autres. Cette politique a été maintenue durant les années 1990, permettant alors à la jeune génération de chercheurs syriens d'entreprendre le travail de terrain et la mise en valeur des monuments anciens. Cela s'est traduit notamment par la publication de deux nouvelles collections scientifiques, « Chronique archéologique » et « les documents d'archéologie Syrienne » (DAS), vouées à



FROM TORTURE CENTERS TO MUSEUMS

Susan Slyomovics | résidente EURIAS au Collégium de Lyon

Susan Slyomovics is Professor of Anthropology and Near Eastern Languages and Cultures at the University of California, Los Angeles. She received her Ph.D. from the University of California, Berkeley in 1985. Her primary research interests are anthropology and folklore of the Middle East and North Africa, human rights, visual anthropology (documentary photography and film), gender studies, heritage and museum studies.

DIFFICULT HERITAGE, TRANSITIONAL JUSTICE, AND COMMUNAL REPARATIONS: TRANSFORMING MOROCCAN TORTURE CENTERS INTO MUSEUMS

The right to erect museums, memorials, plaques, monuments, and cemetery headstones to mark the eradicated past participates in a growing body of research that has emerged around notions of historical justice in which communal reparations trace an alternate, sometimes parallel path. Unlike conventional courtroom-centered, criminal justice solutions, these remedies assume that the acts of recognizing and acknowledging historical truths are themselves a form of justice. Examples of internationally known museums that involve not only witness testimonies but also what is called "dark tourism" and "difficult heritage" to site-specific locations at historical places of incarceration are South Africa's Robben Island Museum, Alcatraz Prison off San Francisco, the Russian Gulag Museum at Perm-36, and Argentina's Navy Mechanics School Museum.

Acknowledging and demarcating the architectural imprint of the autocratic past is the latest phase of communal reparations in Morocco. This process began after the death of Morocco's King Hassan II in 1999, whose reign of 38 years was characterized by repression, numerous uprisings, human rights abuses, networks of secret prisons, and a vast population of known political prisoners along side a dark and painful category of those forcibly disappeared whose existence and fate remained unknown. After remarkable pressure and organization, both internationally and domestically by Moroccan civil society, King Muhammed VI, the son and heir enthroned in 1999 on the death of his father, appointed Driss Benzekri on January 7, 2004 to head the Moroccan Equity and Reconciliation commission (*Hay'at al-Insaf wa-al-Musalaha* in Arabic and in French, *Instance Équité et Réconciliation*, IER). Until his untimely death from cancer in 2007, Benzekri, himself a former political prisoner (1974-91) from the outlawed Marxist-Leninist group *Ila al-Amam*, presided over the commission along with 16 commissioners, eight drawn from the Consultative Council on Human Rights

(in Arabic, *al-Majlis al-Istishari li-Huquq al-Insan* and in French, *Conseil Consultatif des Droits de l'Homme*) plus eight nationally recognized experts in law, medicine and women's rights. Among them were other former political prisoners and victims of torture and disappearance. According to the commission's multilingual website¹, its mandate to investigate human rights violations began with Morocco's independence in 1956 and ended with the establishment of the 1999 Indemnity Com-

Moroccan commission claim forms, financial indemnifications through one-time, lump sum payments to individuals were the first principal remedy chosen over court cases, tribunals, and memorializations. The enormous volume of these testimonies and depositions constitute an important resource and foundation for the country's subsequent programs of individual and communal reparations. Moroccan reparations protocols that followed on the truth commission's recommendations of

underdevelopment related to the presence of many secret prisons sited in the region. In addition to the example of Casablanca's preeminent torture facility of Derb Moulay Cherif as a potential museum project, in southeastern Morocco, there are the sites at Tazmamart, Agdez and Kalaat M'Gouna. The priority is to create spaces that preserve historical memory through architectural restoration and to renovate detention centers as multipurpose places (some but not all as museums

earth (and native forced labor), but reinforced these earthworks with cement, an edifice readily transformed into a secret prison. Agdez Prison stands in the heart of the southeastern district hub of the town of Agdez. It is not hidden in an inaccessible guarded location as with the other regionally known prisons of Tagouit, Skoura, Kalaat M'Gouna and Tazmamart; rather, it represents a multilayered site of historical repres-sions—first as a seat of power for Thami El Glaoui wielding authority over the Draa Valley buttressed by French colonial military support, then as a site of repression Moroccanized in the post-independence era. Currently, Agdez Prison remains closed and falling into disrepair, a suppurating wound of secrecy and incarceration with which to maintain a state of fear among the population – emotionally in terms of memory, but also symbolically, historically, materially, and structurally.

Notes

1. Website of the IER available in Arabic, French, Spanish and English at <http://www.ier.ma/plan.php?lang=ar>. On Moroccan witness testimonies, my relevant publications are Susan Slyomovics, "Témoignages écrits et silences: L'Instance Équité et Réconciliation (IER) marocaine et la réparation," *Année du Maghreb* (2008), Paris: CNRS Editions, 123-148 and "Fatna El Bouih and the Work of Memory, Gender, and Reparation in Morocco, *Journal of Middle East Women's Studies*, 8/1: 37-62.

My research project while at the Collégium de Lyon is to look at the post-truth commissions proposals as they are implemented (or not) by the current oversight body, namely the National Council of Human Rights, successor in 2007 to Consultative Council of Human Rights. Specifically I research projects that seek to provide concrete, architectural materializations of absence and forced disappearance, ones explicitly linked to reconstructing the infrastructure of regionally deprived areas with architectural projects such as cemetery plaques and headstones, museums and memorials. I have conducted fieldwork in Agdez, the location of a fortress built by the Pasha Thami Glaoui (1879-1956), an ally of the French Protectorate rulers and despot over southeastern Morocco. He built Agdez on the model of the traditional monumental mud brick structure found at nearby Tamnougalt but with French-style building techniques that combined the use of local rammed

2. On the history and formation of the truth commission, see Slyomovics, "Morocco's Justice and Reconciliation Commission, MERIP / Middle East Research and Information, April 4, 2005: <http://www.merip.org/mero/mero040405> and *The Performance of Human Rights in Morocco* (Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2005).

3. On reparations, my publications are Susan Slyomovics, "Morocco and Algeria: Financial Reparations, Blood Money, and Human Rights Witness Testimony," in *Humanitarianism and Suffering: The Mobilization of Empathy*, edited by Richard Ashby Wilson and Richard D. Brown (Cambridge: Cambridge University Press, 2009), 265-284; "Reparations in Morocco: The Symbolic Dirham," in *Waging War and Making Peace: The Anthropology of Reparations*, edited by Barbara Rose Johnston and Susan Slyomovics (Walnut Creek, CA: Left Coast Press, 2008), 95-114; and *How to Accept German Reparations* (Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2014).



Agdez Prison, April 2013, photo by author.

mission, an earlier attempt to redress 43 years of the regime's war against its own citizens. Both the 1999 Indemnity Commission and the 2004-5 truth commission accorded blanket immunity from criminal prosecution to perpetrators and victims alike. Therefore, the competence of these commissions was non-judicial (*dhat ikhtisasat ghayr qada'iyya*) and, as with other national truth commissions, Morocco circumscribed justice, eschewing punishment to concentrate on identifying, verifying and reporting the process of uncovering the truth about arbitrary detention and secret torture sites².

Consequently, the story of forcible disappearance, torture and deaths during police custody or in secret prisons is told about the past from the perspective of the present and in the victims' voices. By the filing deadline of February 13, 2004, over tens of thousands of individual requests for reparations had arrived at the commission's headquarters in the Moroccan capital of Rabat. In keeping with the preferences of the majority of victims, polled through the

2005 tended to address existing templates, which quantify damages according to job or traffic accidents, thereby imposing insurance company remedies and economic formulas for non-economic losses.

How could systems of torts and damages, some inherited from insurance law and others filtered through post-World War II German reparation protocols, deal with physical, social, emotional, psychological and material abuses and injuries³? The Moroccan truth commission's responses were to recommend that intangible factors be taken into account in relation to the widespread forcible disappearances of their citizens. In addition to assessing the emotional loss of a family member whose whereabouts were or are unknown, and medical and psychological aid to individual survivors of disappearance, the commission believed that it was also imperative to acknowledge collective losses to specific regions by restoring and transforming secret detention centers into places open for public use. My case study is southeastern Morocco, targeted for punitive



THE CULTURAL POLITICS OF PROJECTIVE MEMORY:

Michelle Stewart | résidente à l'IMéRA

*Michelle Stewart is Chair of the School of Film and Media Studies and Associate Professor of Cinema Studies at SUNY—Purchase College. Her most recent research monograph, *Film Circuits: Cinema, Cultural Policy, and Multiculturalism in France* concerns film policy and minority cinema in Europe, with an emphasis on immigrant filmmaking in France. Her teaching extends this interest in the political impact of film and media to new forms of community media, recent world cinema, new documentary forms, and issues of identity in global popular culture. She has been a Fulbright Scholar, Kempner Distinguished Professor at Purchase.*



Michelle Stewart, 2013 © Christophe Delory

In official and casual local parlance, one often hears Marseille referred to as the Phocaean city, a reference to the Greek sailors from Phocaea, who established a trading port (Massalia) there around 600 B.C. Never mind the pre-existing Ligurian tribes (or the locals who had been living there for tens of thousands of years), the founding of the city (figured as the first flush of civilization) is tied to these maritime colonizers. This need to reference the Greeks as founders marks the habit of thinking of Marseille as an outpost of western civilization, clinging to the periphery—a portal between West and Orient, North and South—between frugality/industry and cowardice/decadence. Marseille amplifies the complexity of its status as a port town—as a city of migration and cultural mixing, but one that conjures ambivalence in official accounts and tourist guides—between its ancient historical connection to ‘Western civilization’ via the industriousness and maritime skills of the Phocaeans and its contemporary cultural ties to North Africa and the Mediterranean.

The research that I undertook during my residency at IMéRA elucidated a politics of projective cultural memory that emerged during Marseille European Capital of Culture 2013 (MP2013). Projective cultural policies reanimate debates about history with the aim of projecting recent social/cultural memory into the past and the future with the hope of affecting a different vision

of collectivity in the present. Projective memory institutes modes of historical reflection that pointedly emphasize shared pasts and shared cultural influences in the hopes of mitigating contemporary conflicts and cultural flashpoints.

For MP2013, Mediterranean culture stood at the center of the proposal to make Marseille a European Capital of Culture (ECoC). As the organizers of MP2013 put it: “Over and above local issues, the European Union awards the title to promote the meeting of people and cultures. It is an opportunity to learn about our diversity but also to understand what unites us as Europeans, through our culture, history and values. It is an opportunity to feel like we belong to a community – the community that is the foundation of the European Union” (Vassiliou 5).

In the process, Marseille was pitched as a bridge between Europe and its Mediterranean neighbors by virtue of its Mediterranean culture and existing trade. The various visions of Mediterranean Culture in the strategic positioning of the city to be an ECoC were already shot through with a sense of Marseille’s potential economic transformation. Given these stakes and ambitions, this paper explores the interpretation of Marseille as a capital of Mediterranean culture evinced by the visual culture supported by the ECoC year. Beyond the cynical pursuit of mere trade, a cultural politics of projective memory mobilizes cultural projects to suggest the intertwined fates of

the colonizer and colonized, of the global north and the global south, in new postcolonial matrices of power.

The visual programming of MP2013 fleshed out some of the competing notions of Mediterranean culture and its significance for Europe and France. An analysis of some of the most popular exhibitions of the year might shed some light on whether the notion of Euro-Mediterranean culture addresses something beyond the bid for economic rejuvenation and easy trade. What is the Euro-Mediterranean community coming into view via the cultural policy, programming, and specific artworks of MP2013? How does cultural policy intervene in these overlapping spheres of influence and what shape does cultural identity take in discourses and policy targeting new cultural forms?

The notion of Mediterranean culture put forth by the array of visual events offered under the auspices of MP2013 is necessarily diverse, yet poignant themes emerged across the yearlong program. On the whole, the programming contained several broad frameworks for the expression and interpretation of Mediterranean cultures: 1) Pluralizing notions of the Mediterranean, 2) Historical Re-membrance, 3) Dialogue/Narrative identities, and 4) Projective Memory.

In preparing the cultural ground for MP2013, it is important to note that two key events of

2013 involved the resituating of cultural events and institutions from Paris to Marseille, specifically, the Rencontres des cinémas arabes (which opened at the Villa Méditerranée) and MuCem, born of the “musée national des Arts et Traditions populaires,” originally located in Paris.

PLURALIZING NOTIONS OF THE MEDITERRANEAN

The first Rencontres internationales des cinémas arabes fulfilled local film association, AFLAM’s, long desire to have a version of Paris’s biennale des cinémas arabes in Marseille. While the Parisian biennale—held at the Institute of the Arab World—ended with its 8th festival in 2006—AFLAM hopes to hold the Rencontres des cinémas arabes every spring, with the second already scheduled for April 2014. The launch of the first Rencontres was held at Villa Méditerranée (May 28, 2013) to a packed theater in the new building. AFLAM, accustomed to holding smaller festivals, received strong support from MP2013 to mount a festival of this scale.

In the opening ceremony, President of AFLAM, Marcel Siguret emphasized the importance of this plurality: « ‘Aflam’, en arabe, signifie ‘films’. Marcel Siguret insiste sur ce ‘pluriel essentiel’. Il préside une association qui depuis sa création, il y a dix ans, a présenté plus de 600 œuvres au public de la région. ‘Notre territoire revendique une vocation euroméditerranéenne, mais affiche une méconnaissance profonde des cultures de l’autre rive’, juge-t-il. ‘La Capitale européenne de la culture pourrait toutefois permettre de remédier à cette lacune.’ » (Kahn)

Indeed, the municipality initially resisted funding the project, arguing that it didn’t want to give one community more pride of place than another community residing in Marseille (Kahn). The PACA Region and the MP2013, however, supported the significance of France’s most important minority in its significant subvention of AFLAM’s expanded festival.

Mort à vendre (2011) by Moroccan director Faouzi Bensaidi played to a packed house at the Villa Méditerranée with dignitaries Jack Lang, Michel Vauzelle, and the president of AFLAM, Marcel Siguret,

among others, in attendance. While almost all of the dignitaries mentioned Mediterranean people and culture in the singular, AFLAM’s president, Marcel Siguret, pointedly reminded those gathered that not only did we need the plural, “cultures,” but that, of course, Arab cultures extend beyond the Mediterranean. To wit, the Rencontres prominently featured films from Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Saudi Arabia, Syria, Tunisia, the United Arab Emirates, Yemen, and from Arab Europeans, particularly, films from French Maghrebis. The recognition of internal diversity, then, highlights the importance of the Mediterranean for Europe.

MULTICULTURAL RECOGNITION

Multicultural recognition requires an historical approach, one that polemically positions the Mediterranean as central to European history and recognizes the sources of cross-fertilization (amidst contests for power and great historical violence) between Mediterranean civilizations: “Il faut, pour cela, nourrir un mouvement d’échange et d’appropriation de nos sources culturelles communes : sources gréco-latines de la culture arabe, sources arabes de la culture européenne” (Latarjet).

MuCem brought with it from Paris the ethnographic mission of emphasizing art and popular culture. In the context of Marseille, MuCem emphasizes a “comparative and multidisciplinary” approach to the Mediterranean, which explores Europe’s role in the world via its contact to other cultures bordering the sea: “The aim is to reflect the ‘world culture’ that characterises the Mediterranean in order to extend this beyond its geographical confines: the blend of Latin culture and Christianity extends to the Americas; the Muslim world unfolds from the Saharan tip of Africa to the borders of Indonesia, through the Middle East; Jewish culture has spread to all continents, and the Orthodox world, starting with Greece and South Slavic Europe, has penetrated as far as Siberia” (MuCem).

This historical re-membrance in turn lays the groundwork for a rapprochement between Islam and Europe, and more to the point, Islam (already) in Europe.

MARSEILLE PROVENCE 2013

« "Nous portons en nous à la fois les décombres amoncelés et l'inlassable espérance" est-il plus précieux que jamais? Parce que le fossé des inégalités et des incompréhensions se creuse, parce que le "lac de science", comme le désignait Berque, pourrait devenir une frontière de la peur, parce que le "côte à côté" pourrait se transformer en "face à face"... [N]ous sommes menacés par la spirale de l'intolérance et de la violence. » (Latarjet)

To address the menace of spiraling intolerance, programmers drew attention to conflicts in the Middle East with exhibitions and works from Lebanon, Palestine, and Israel. Palestinian artist, Larissa Mansour's *Nation Estate: Living the High Life* (2012) was one such "salvo to the future" included in MuCem's, "the Blue and the Black" exhibition. A pointed and beautifully executed video, *Nation Estate* imagines the dystopian consequences of the logic of the wall, turning the occupied territories into a high-rise condo cut off from all natural geography.

In addition to Palestinian films shown at the Rencontres, throughout the year, Palestinian films, photographic exhibits from Lebanon, Syrian cinema, all linked the far reaches of the Mediterranean to Europe, suggesting the moral imperative to attend to the fraught politics of the Middle East and the Arab Springs. It suggests, perhaps, a moral parti pris, a central one for the future of the region, but also for Europe's relationship with the Arab world.

As a corollary, this too means recognizing both historical and contemporary sources of migration and resultant cultural change. Themes of migration and crossing in Mediterranean art are manifold and were well represented in MP2013. In the "Traversées" section of *The Blue and the Black*, for example, one finds an immigration guide in Arabic (Zineddine Bessai, 2010). Also featured is a large-scale sculptural work by Michelangelo Pistoletto, *Mar Mediterraneo* (2003-2007). It consists of a mirrored table in the shape of a map of the Mediterranean. It is a call to eating together, much along the lines of the southern, Mediterranean principle of slow food, recreating community via concerted attention to healthier, more local forms of production and consumption.

Alongside this utopian vision hang Yto Barrada's photographs of the Straits of Gibraltar, *The Strait, Notes on a Useless Nation*, documenting the economic

consequences of borders and inequality between the global north and south. Barrada pictures Mediterranean culture with images of travel brochures in hand, children staring longingly at a vacation advertisement, and close-ups of the accumulating waste of capitalism—in a tangle of faded plastics—along the coast. The Mediterranean, in this sense, is not the facilitator of dialogue between Europe and her neighbors, a bridge for cultural and economic exchange in the most positive light, but also a frontier if not a wall, a historical pathway for migration that now seems closed and that marks great physical peril and inequality for those who try to

traces the movement of workers and goods across the sea, to agricultural shantytowns, and to market via video interviews visible amidst shipping containers, hanging on fences, and projected on nylon sheets that constitute the walls of migrant workers' makeshift domiciles in "welcoming" nations. As such, he brings to life the politics of Mediterranean mobility—commercial, agricultural, personal, and human—via the narration of his subjects.

Thierry Fabre, Director of Cultural Development and International Relations of MuCem, also stresses the relevance of narrative identity in contempo-

rary theme, "Mediterranean" would have been disappointed. Indeed, Rowan Moore, critic for *The Guardian*, called the exhibition a "muddle," missing the polemical ambition of the exhibition to play at the contradictions of Mediterranean cultures.

Thus, the exhibition includes fundamental repeating truths and questions about the Mediterranean, histories of religious intolerance, of conquest and civil war, of nationalism, cultural contraction and withdrawal, racism and genocide, while not ceding the moments of scientific invention, revolutionary and utopian thinking, exchange and cosmopolitanism, the Medi-

address the negative association of the European south (as corrupt, languid, inefficient, poor), the French South (Le Midi), and the *rive sud* of Mediterranean cultures, all of which share these prejudicial representations in differing degrees and with different cultural implications.

In my larger project, I argue that Marseille, which is neither perfectly linked to global culture nor to national, French culture (which takes Paris as its center), is perhaps an ideal locus for examining how cities and their denizens respond to overlapping and occasionally competing national and supranational cultural policies as they are brought to bear on specific communities. As a host city for the European Cultural Capital in 2013, Marseille is interesting because it is not a global city in the sense that Sasken outlines. It is not a center of global finance nor a major depot for multinational corporations, nor cultural trends, necessarily (unlike New York, London, Tokyo, and Paris). It is a second city with a more ambiguous and ambivalent position between the global, the national, the sub-national and the local, with its traditions of regional languages and migration.

The attention to and support for MP2013 situated regional politics in the Mediterranean, bypassing nation (France) and Supranation (Europe) in some senses. The imagination of the Mediterranean as a site of historical and contemporary dialogue, then, encompasses a tacit will to supersede nationalism, to reconcile histories of immigration and futures of more equitable circulation and exchange.

Bibliographie

Kahn, Fred. "Festival Communautaire ou événement stucturant?" *The 8th Art*. 12 May, 2012. <http://8e-art-magazine.fr/rencontres-internationales-de-cinemas-arabes-festival-communautaire-ou-evenement-structurant-12052012>.

Moore, Rowan. "Museum of the Civilisations of Europe and the Mediterranean (MuCEM) – review." <http://www.theguardian.com/artanddesign/2013/jun/09/museum-civilisations-europe-mediterranean-mucem-review>

MuCem. <http://www.mucem.org/en/mucem/>
museum-europe-and-mediterranean.
Vassiliou, Androulla. "European Capitals of Culture: A Successful Initiative for Europe," *Avant-Programme MP2013 Dossier de Presse*, 5. <http://www.mp2013.fr/wp-content/uploads/2012/01/mp2013-dp-20120119.pdf>

The inaugural exhibition of MuCem, *The Blue and the Black*, traces visions of Mediterranean culture through a wide sweep of history and via many art forms. Through paintings in black and blue, historical paintings of the Mediterranean, to photos of war, steamer posters, tourist imagery, to films, sculpture, to the "Reinvention of the Mediterranean" by thinkers represented in small aphorisms and extracts, *The Blue and the Black* sets in motion a polemical exhibition. Those that expected artworks linked simply by chronology and provenance, or even by the

ranean, as a crossroads, fueled by migration and syncretism might be exemplary of new solidarities (Latarjet) or fall into corruption and disparity. The curatorial commentary asks whether the dream is shared, with a question mark, suggesting it is a dream that is shattered and reinvented, again and again. This Mediterranean appears like a limit point, a horizon that recedes as one approaches it.

These contradictions—violence and enlightenment, despair and hope—color the "dark years of Mediterranean," but also pose a question that constitutes the polemic of the exhibition and an ambitious gamble for visual programming: Can the visual culture of the Mediterranean help build a more sustainable and equitable shared future? What kinds of remembering and testimony promote the dialogue necessary to unseat long held platitudes about "southern" cultures, Islamophobia, and ongoing religious incomprehension at this, the watery crossroads of Europe and the "Orient?"

PROJECTIVE MEMORY

A cultural politics of projective memory is erected via project-based policy. It is programming that makes "memory work" its theme and mission, revisiting and retelling histories of migration, conquest, colonization, independence struggles, and civil wars. As such, it is actively polemical, tendentious, and often utopian. In MP2013, programmers linked a notion of "Euro-Mediterranean" culture to "sharing the south" (sharing "souths" in French) in part to

TRANSFORMING BORDER GEOGRAPHIES IN A MOBILE AGE

Gabriel Popescu | résident à l'IMéRA

Gabriel Popescu (Ph.D. Florida State University 2006) is associate professor of political geography at Indiana University South Bend. His scholarship is located at the intersection of power, territory, and mobility, and focuses on the changes taking place in the spatial organization of social life under globalization. His work has appeared in journals such as Geopolitics and Political Geography, as well as in several edited volumes. He is also the author of Bordering and Ordering the Twenty-First Century: Understanding Borders (Rowman & Littlefield, 2011) that has received the 2013 Gold Book Award from the Association for Borderlands Studies.

Borders constitute a prism through which to examine how contemporary social, cultural, economic, and political processes impact our lives. Far from being the remote limits of the state, borders play central roles in peoples' lives irrespective of their geographical location in the national territory. They reach deep into the very fabric of societies, structuring and regulating daily routines as well as long-term aspirations.

Our lives are structured to a significant extent by the way we organize space. The modern political-territorial organization of the world has been built on a Cartesian view that sees space in absolute terms, as a finite and rigid object that can be broken into neatly quantifiable pieces and rationally explained (Lefebvre 1991; Elden 2007). In practice, this had meant that we have divided the globe in mutually exclusive territorial units based on linear borders. Furthermore, we have organized daily life in a nested hierarchy of bounded territories – neighborhood, city, region, state and more recently supra state. One of the most consequential outcomes of this ubiquitous mode of organization of social life is that we have become so accustomed to relating to space in "either/or" and "here/there" terms that we have become mentally trapped inside this binary border-based model, making it difficult to imagine alternative geographies of territorial organization (Agnew 1994).

Nonetheless, as historical circumstances change with globalization, this model comes under significant pressure to fulfill the needs and aspirations of the world's citizens. Increasingly, the territorial scope of economic, political, social, and cultural processes does not overlap the borders of the state. These processes are developing their own sets of borders that transcend the borders of the state. In other words, these processes are each bounded in different ways. To this end, current approaches conceptualize border spaces from a polyvalent perspective that acknowledges their multiplicity, relationality, and context-dependent nature (Axford 2006, Balibar 2004). Such perspective is more in tune with a notion of topological space defined by flows, nodes, and connections that is qualitatively different from the modern notion of topographical space

defined by territorial proximity and distance decay. Accordingly, it is essential to understand how the production of new border spaces, heavily reliant on new developments in digital technology, has the power to reshape democratic practice into the future and impact human wellbeing across societies.

Contemporary efforts to preserve the nation-state system under globalization have led to a paradoxical situation in which state borders are expected to allow uninhibited cross-border flows while at the same time retaining effective territorial protection capabilities. Despite unprecedented opening up to globalization flows, interstate borders are far from fading away (Newman 2006, Paasi 2009). Instead, new borders keep emerging on the world's political map and old ones are reinforced with walls and fences (Foucher 2007, Jones 2012). The way in which this apparent contradiction between the spatial logics of mobility and territorial security is addressed will have a major impact on the way people and societies relate to space in the future.

At present, it appears that a solution has been found by infusing borders with various degrees of selective permeability to people, goods and ideas. In other words, borders are set to perform like computer firewalls (Walters 2002). To implement this idea in practice, state borders are currently undertaking both a qualitative and a quantitative transformation, by changing their nature and multiplying. They are becoming less territorially fixed and more mobile (Balibar 2004). Borders are losing some of their linear aspects, while acquiring regional and network-like characteristics. They can be encountered not only at the margins of a state's territory, but also inside, in places such as consulates and embassies where visas are granted, in airports, bus and train stations, in the middle of a city neighborhood or highway in the form of an immigration raid, as well as in the computer software that protects international copyrights. These developments have generated a multi-layered border geography that takes at least three territorial shapes: lines, networks, and areas.

Moreover, border control has been unsettled as well, as more and more authority is transferred from public to private and quasi-public institutions. The outcome is that



people have to negotiate more borders, in more places and of more kinds than at any time before. Evidence shows that this situation increases the power of borders to order people's lives precisely at a time when these lives become more spatially mobile due to globalization.

At the same time, bordering practices are increasingly reliant on electronic technology and are becoming connected to our own bodies through the use of digital technologies such as biometrics

and Radio Frequency Identification (RFID) (Amoore 2009). The goal is to embed borders into all kinds of flows (Sassen 2006) so that the border can travel with the flow and be ready to be performed whenever circumstances require. This is seen by many as the breakthrough that settles globalization's mobility versus security bordering dilemma; mobile risks can be estimated from mobile bodies and efficiently eliminated along the way so that traffic flows are not disrupted at the border. This

bordering logic has adopted a view predominant in natural sciences that sees the body as a material object that can be rendered digitally knowable with the help of technology. To this end, people's bodies are routinely screened or pre-screened before they even reach the state border, and vast amounts of data about their daily lives are surreptitiously collected by border enforcement agencies and stored in databases people cannot control. Then, these bodily data are used to classify people in

terms of good versus bad mobility in order to produce categories that are amenable to risk contingency calculus through

algorithm become a mode of governing interaction in space? Who, and on what grounds, writes the rules by which the

the human body and identity to investigate the spatial issues technologically embodied borders raise (van der Ploeg 1999,

in the current bordering practices, and what impact do the emerging embodied forms of border territoriality bear on possible avenues for progressive political action?

Another area in need of deeper academic examination is the logic behind the incorporation of technology into border making practices. Much of the problem concerning how technology is conceptualized at the border resides in the assumptions that enter into the adoption of border technologies. In the circumstances in which technology is generally seen as a panacea for border efficiency, what is missing is an informed analysis of the limits and the benefits of border technologies for society as well as a serious discussion of the role economic considerations play in technology adoption at the border.

The relationship between mobility and borders continues to demand sustained attention. The main issue here concerns the kind of space mobile borders produce (Axford 2006, Rumford 2006). Recent scholarship in social theory and human geography refers to networks and the connections they necessitate in terms of "topological space", and conceptualizes topologies in opposition to territories. Is this binary warranted? Are mobile networks doing away with territories altogether or are they constructing different kinds of territories? In either case, it is key to understand how democratic participation to be spatially reorganized to assure border governance remains in the public domain.

Issues concerning security and borders also demand further scrutiny to make sense of the transition from national to human security (Larrinaga & Doucet 2008, Beck 1998). Current developments appear to suggest that governments are restructuring their security priorities from controlling territories to controlling mobility. Important questions to be addressed on this topic are how effective are borders as tools to secure mobile risks? Also, how are the spatial characteristics of mobility influencing the selection of risks to human security?

Last but not least, border making in the twenty-first century cannot be effectively understood without tackling the continuous relevance of territorial lines and the production of border fences (Jones 2012), as well as the geographical implications of active resistance to all forms of bordering mentioned above.

Assembling all of these research threads to speak to each other requires sustained interdisciplinary engagement over a long period of time. No single disciplinary insight can be broad or deep enough to allow the integration of such diverse areas of knowledge. Mapping such endeavor suggests that the study of borders is heading into a very exciting intellectual terrain in the years to come.

References

- Agnew, J. 1994. The Territorial Trap: The Geographical Assumptions of International Relations Theory. *Review of International Political Economy* 1: 53–80.
- Amoore, L. 2009. Algorithmic War: Everyday Geographies of the War on Terror. *Antipode* 41: 49–69.
- Axford, B. 2006. The Dialectic of Networks and Borders in Europe: Reviewing Topological Presuppositions. *Comparative European Politics* 4/3: 160–182.
- Balibar, E. 2004. *We, the People of Europe? Reflections on Transnational Citizenship*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Beck, U. 1998. Politics of Risk Society. In J. Franklin, ed., *The Politics of Risk Society*. Cambridge: Polity Press. Pp. 9–22.
- Elden, S. 2007. Governmentality, Calculation, Territory. *Environment and Planning D* 25: 562–580.
- Epstein, C. 2007. Guilty Bodies, Productive Bodies, Destructive Bodies: Crossing the Biometric Borders. *International Political Sociology* 1: 149–164.
- Foucher, M. 2007. *L'Obsession des Frontières*. Paris: Perrin.
- Jones, R. 2012. *Border Walls: Security and the War on Terror in The United States, India, and Israel*. New York: Zed Books.
- Larrinaga, M., and Doucet, M. 2008. Sovereign Power and the Biopolitics of Human Security. *Security Dialogue* 39 (5): 517–537.
- Lefebvre, H. 1991. *The Production of Space*. Oxford: Blackwell.
- Newman, D. 2006. The Lines That Continue to Separate Us: Borders in Our "Borderless" World. *Progress in Human Geography* 30 (2): 143–161.
- Paasi, A. 2009. Bounded Spaces in a "Borderless World": Border Studies, Power and the Anatomy of Territory. *Journal of Power* 2 (2): 213–234.
- Rumford, C. 2006. Theorizing Borders. *European Journal of Social Theory* 9: 155–170.
- Sassen, S. 2006. *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Van der Ploeg, I. 1999. Written on the Body: Biometrics and Identity. *Computers and Society* 29 (1): 37–44.
- Walters, W. 2002. Mapping Schengenland: Denaturalizing the Border. *Environment and Planning D* 20: 561–580.

algorithmic equations. In this way, following Michel Foucault's well-established nexus, knowledge of the body results in power over the body. This is, at the same time, power over the most intimate and mobile of spaces. The outcome is that today's border-making practices are reaching deeper in the society, to the level of everyday life, affecting people and places unequally. To put this issue into perspective is to ask: Can an algorithmic equation really make societies secure? Has the

algorithm defines good or bad mobility? Are the benefits of techno-governing populations worth their costs? These bordering practices raise essential questions about the changing nature of power relationships in society as well as about the prospects of democratic life in the twenty-first century.

Much work remains to be done to tackle the fuzzy geographies of borders in globalization. One such avenue of inquiry can follow the connections between

Epstein 2007). Recent scholarship, following the work of Giorgio Agamben, discusses the political meanings that are inscribed on the body when it is conceived of as a border space, showing how the body that emerges from these power practices is less the bearer of rights and duties and more the living organism to be kept alive to be governed. In this context, it is important to uncover just what kind of border spaces the body makes? How is the body as a living organism territorialized



COMMON KNOWLEDGE, POLICIES AND LABOUR

Vando Borghi | résident à l'IEA de Nantes

Il enseigne la sociologie du développement et les politiques du travail à l'université de Bologne (Italie). Ses principaux domaines de recherche portent sur les transitions et institutions ; les politiques actives et les changements qui affectent la relation entre le travail et la protection sociale ; ses recherches concernent particulièrement le capitalisme social contemporain, avec une attention particulière sur la signification changeante de ce qui est du domaine public dans les pratiques actuelles de gouvernance ouverte par le concept de capacité (et de « capacité à aspirer »), la notion connexe de « base informationnelle de jugement » (sa pertinence dans le

The field of analysis we are going to talk about is a very broad one. The relationship between cognitive dimension and social policies in their broad sense is indeed systematic and pervasive. At the same time, it is a crucial relationship, as it encapsulates (intentionally or not) fundamental evaluations concerning social justice that have effects in many different spheres of social and individual experience. Policies, public action, social measures and programs, in other words what is at stake in the public realm and in the public debate, are based on cognitive bases which remain implicit and obscure. Those decisions and actions (policies, public actions, programs, socioeconomic plans, etc.) are legitimated in a context of *common knowledge* – that is a socio-historical product – in which specific undisputed cognitive bases are assumed: quantitative, standardized, abstract, performance referred knowledge, in shape of statistics, indexes, benchmarking and other formalized and quantified devices of governance, is strongly hegemonic. But, and here lies the need of a research program, the *conventions* – i.e. structures of meaning through which a situation or a condition can be defined, classified, categorized and also calculated – on which (also) these quantitative devices are based remain outside of the public realm.

The issues I am recalling here were already authoritatively thematized. As Amartya Sen defines them, collectively relevant decisions and actions always incorporate and use *Informational basis of judgment for justice* (IBJJ): “A fundamental concept in this analysis is that of the ‘informational foundation’ of an evaluative system in each evaluative structure, some types of factual matters are taken to be important in themselves, others not so. The former variables, which reflect the basic *ends* in that specific evaluative system, constitute the ‘informational basis’ of evaluative judgements in that system” (Sen 1991: 16). In this sense, the IBJJ is at the very core of any process of evaluation, being it exercised about issues of social policy, labor policy or other. What does it count as information when specific social policies have to be designed and delivered, a measure of labour policy is planned, labour forces have to be mobilized and their work must be organized, the quality and the safeness of a



working environment has to be evaluated, a urban square or street has to be restructured, etc.? And what does not count, that is what the dominant mode of policy making/delivering consider marginal or irrelevant information, what kind of cognitive holes and of ignorance are politically and bureaucratically transformed in legitimated areas of indifference? Recurring again to Sen’s (1999: 56, 57) words, “each evaluative approach can, to a great extent, be characterized by its informational basis: the information that is needed for making judgments using that approach and – no less important – the information that is «excluded» from a direct evaluative role in that approach. Informational exclusions are important constituents of an evaluative approach. The excluded information is not permitted to have any direct influence on evaluative

judgments, and while this is usually done in an implicit way, the character of the approach may be strongly influenced by insensitivity to the excluded information (...). In fact, the real «bite» of a theory of justice can, to a great extent, be understood from its informational base: what information is – or is not – taken to be directly relevant”.

Not only a traditional field of research for sociology and social sciences in general is here called for, that is the way some knowledge (and some not) is assumed and processed, resulting in the informational basis which public choices and public actions are built on. The terrain of inquiry Sen’s perspective about IBJJ and, more generally, the “capability approach” opens up for sociology and social sciences is broader: at stake are complex processes – shaped in social but also institutional and organizational environments,

based on social, cultural and political dynamics – in which those issues of knowledge (and knowledge management) appear clearly connected with questions of social justice and of its realization in the public realm (public choices, public actions, public sphere, etc.). “The informational basis of a judgement – writes Sen (1990: 111) clearly pointing out this connection – identifies the information on which a judgement is directly dependent and – no less important – asserts that the truth or falsehood of any other type of information cannot directly influence the correctness of the judgement. The informational basis of judgement in justice thus determines the factual territory over which considerations of justice would directly apply”. This determination is incorporated in instruments and tools of governance that are currently undergoing an intense process of quantification.

Our contemporary common knowledge is largely structured and organized by what Espeland and Stevens (2008) and Porter (1995) define “mechanical objectivity”, that is a process of quantification according to standardized rules concerning ways of producing, manipulating and using numbers: benchmarking and performance are the key-terms for grasping the current situation as far as IBJJ and its uses in social and labour (but not only) policies are concerned (Bruno & Didier 2013, Salais 2013, Supiot 2010): devices for measurement and calculable comparison of quantified objectives (benchmarking) on the one hand, and for scoring and evaluating actions (performance) in accordance with those objectives, on the other hand.

Far from being only technical and/or administrative devices, the meaning of these devices for any matter in the many fields

formations du travail, avec une attention particulière portée à la question de la qualité du travail, et les relations entre transformations du travail, vulnérabilité ment le concept d'activation, et la relation entre le processus d'individualisation et politiques; l'évolution des relations entre sphère publique et privée dans le vernance. Ces domaines de recherche sont intimement liés à des intérêts sociaux théoriques plus larges, concernant l'évolution du processus d'individualisation, domaine des questions liées au travail, mais pas seulement) et la relation entre la sociologie et la critique dans le contexte du nouvel esprit du capitalisme.

of social issues is evident, when we consider that they "embody definitions of problems and targets, categorizations of individuals and social groups, as well as complex systems for assessing actions against objectives" (de Leonardi, Negrelli, 2012: 17). So, the relationships among common knowledge, informational basis and its cognitive categories and social justice are the crucial terrains to be focussed on for understanding the ways actors are socially and institutionally enabled or inhibited to freely pursue the life they have reason to value and the effective quality of freedom actors have for defining and realizing that life project.

Sociology and, more in general, social sciences are directly challenged by these issues, because they are themselves called "to produce the informational basis required by the permanent process of reconstruction of the public sphere" (Zimmerman, 2006: 481). In this dimension – the "informational basis of judgment in justice" – lie the social roots of democracy and social sciences are called to play a crucial role in inquiring the ways that dimension is constructed and changed. "Before political choice – writes Robert Salais (quoted in de Leonardi, Negrelli, 2012: 19, Author's italics) – the core moment in a living democracy is *to establish the relevant IBJs to be taken as the right and just bases for collective choice*. The core moment is the cognitive one".

As already stressed above, even if those cognitive devices, crucial for any social and public policy decision, incorporate precise and oriented values and interpretations about the 'social', they are instead assumed as an objective and neutral description of the social reality. This hides relevant ambiguities and contradictions intrinsic to that common knowledge: there is a huge difference between being an employee according to the European statistical convention – someone who was working and paid for at least one hour in the previous week – and the qualitative idea of work as an activity enabling individuals to fully exercise citizenship, to plan family projects, to develop their own competences, etc. (Salais, 2013a). Assuming the first or the second convention as part of the common knowledge frames and legitimizes profoundly different policies. The gradual but

intense shift toward the first one – as it occurred in the European labour and social policies – was never matter of public deliberation. Experts, codified knowledge, bureaucratic devices and formats, epistemic communities have been mobilized in order that cognitive bases, via technical and de-politicized practices, became hegemonic.

Our research in Italy, dedicated to safety in the working life (Borghi, 2013), clearly showed the effects of this intense quantitative turn in the informational basis assumed for defining and treating that aspect. This is an area in which workers achieved, in the past, a significant *capability for voice*, that means 'the capacity to express one's opinions and thoughts and to make them count in the course of public discussion' (Bonvin and Thelen, 2003; Hirschman, 1970). The National Public Health System itself came from those struggles and experiences. Struggles and experiences in which there was full awareness

assemblies of the workers, in the factory, *bring out* these results from the factory (...). *This is a different thing from the compliant we usually do*, even when we use general statistical data, certainly impressive but still abstract, far from the consciousness of the masses and so incapable of directly calling into question the responsibility and choices of action of everyone".

Currently, in the context of the international standard of organization of work of the world class manufacturing, safety at work is fully invested by the process that Beatrice Hibou (2012) defines the "bureaucratization of the world": safety and well-being at work undergo a process of privatization (in the twofold sense of the individualization of responsibility and of the growing hegemony of private forms of regulation and coordination), of radical abstraction (safety is redefined in terms of numerical targets and bureaucratic procedures; "real abstractions" determine more and more

research can be very fruitful in order to inquiry what kind of knowledge (informational basis) counts in the decision-making process of policies, in which way that knowledge is produced and treated, which actors are assumed to be relevant in the knowledge production process, how that informational basis frames the scope of possibilities and so on and so force.

Of course, many issues still remain open in this perspective. How the 'informational basis' can be transformed through a public deliberative treatment, through a processes of elaboration, discussion, conflict and compromise, with the participation of a plurality of (not only expert) voices? What are the strategies, the practices and the experiences which empower the capability for voice of the policies' recipients and enable these latter get "cognitive justice" (Menese, Nunes & Santos 2007)? Sen's perspective on informational basis of judgment represents an effective way

gettazione: metamorfosi del rapporto tra lavoro e sicurezza. In Borghi V., de Leonardi O., Procacci G., a cura di, *Le ragioni della politica II. I discorsi delle politiche*. Napoli, Liguori. Burawoy, M., 2005, 2004 American Sociological Association Presidential Address: For a Public Sociology, *The British Journal of Sociology*, 56 (2), pp. 259-294.

Bruno I., Didier E., 2013, *Benchmarking: l'état sous pression statistique*, Paris, Zones.

de Leonardi O., Negrelli S., 2012, A new perspective on welfare policies: why and how the capability for voice matters, in O. de Leonardi, S. Negrelli, R. Salais (eds.), *Democracy and capabilities for voice: welfare, work and public deliberation in Europe*, Bruxelles: Lang.

Espeland W.N., Stevens, M., 2008, A Sociology of Quantification, *Journal of European Sociology*, XLIX(3), pp. 401-436.

Hibou B., 2012, *La bureaucratisation du monde*, Paris, La Découverte.

Hirschman A., 1970, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and State*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

Meneses M. P., Nunes J. A., Santos B. de Sousa, 2007, Opening Up the Canon of Knowledge and Recognition of Difference, in Santos B. de Sousa (Ed.), *Another Knowledge is Possible: Beyond Northern Epistemologies*. London, Verso

Porter, T., 1995, *Trust in Numbers*, Princeton, Princeton University Press.

Salais R., 2013, *Le viol d'Europe: enquête sur la disparition d'une idée*, Paris : PUF.

Salais R., 2013a, Le convenzioni come strumenti di policy: l'Europa e la "decostruzione" della disoccupazione. In Giullari B., Ruffino M., a cura di, *Descrivere, classificare, contare: le rappresentazioni nello spazio pubblico*, monographic issue of *Sociologia del lavoro*, 129, pp. 22-39.

Sen A., 1990, Justice: Means versus Freedoms, in *Philosophy and Public Affairs*, 19(2), pp. 111-121.

Sen A., 1991, Welfare, Preferences and Freedom, *Journal of Econometrics*, 50, pp. 15-29.

Sen A., 1999, *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press.

Supiot A., 2010, *L'esprit de Philadelphie: la justice sociale face au marché*, Paris, Seuil.

Trentin B., 1977, Relazione introduttiva al XV congresso nazionale della Fiom-Cgil, in Idem, *Da sfruttati a produttori, lotte operaie e sviluppo capitalistico dal miracolo economico alla crisi*, Dedalo, Bari.

Zimmermann B., 2006, Pragmatism and the capability approach: challenges in social theory and empirical research, *European Journal of Social Theory*, 9, pp. 467-84.

References

- Appadurai A., 2013, *The future as cultural fact*, London-New York, Verso.
Bonvin J.-M., Thelen L., 2003, *Deliberative democracy and capabilities*. Paper presented at 3rd Conference on the Capability Approach, 7-9 November, Pavia
Borghi V., 2013, Prevenzione e sog-



POST-SOCIALIST TRANSFORMATIONS OF LABOR RELATIONS IN

Petr Biryukov | résident à l'IEA de Nantes

Petr Biryukov est spécialiste en sociologie du travail. Il travaille au Centre des droits sociaux et du travail, dont il préside la direction scientifique et analytique. Ses recherches sont consacrées aux problèmes de la discrimination au travail, aux relations de travail dans des conditions de formes d'emplois instables, au développement du mouvement syndical, aux conflits de travail et aux manifestations. Il a notamment publié Personnel leasing: consequences for workers, Center for social and labor rights, Moscou, 2012.

The main focus of this article is labor relations during the transition from the socialist system to modern Russia. Rejection of socialism was perceived as the change from the kingdom of restrictions to the kingdom of freedom. The recent decades have been a complicated and ambiguous period that has not yet come to an end. Russian society and the Russian economy still have not reached stability and are usually considered to be in transition.

What were the main problems in the Soviet system of labor relations? First of all, restrictions. The Soviet Union tried to regulate everything. For example, the authorities established a single value for a given labor action or the cost of a single working hour for all occupations. For example, all specialists – economists, engineers, lawyers, doctors – received the same base salary. The only differences in their pay were related to the region or sector in which they worked. In the central regions, there were no supplements to the base salary, while in cold or hot regions, salaries were multiplied by a coefficient ranging from 0.1 to 2.0 in the far northern regions. The second problem was a mismatch between wage levels and the efforts of workers. Salaries were subject to “ceilings” that could not be exceeded. Differentiation of salaries depended only on the status of the worker and on the sector.

A rigid system of standards governed working hours, occupational safety, discipline, remuneration, etc. Modern, complex production required flexibility, but flexibility was impossible. Informal labor relations were often disguised by Party ideology. For example, rules on working hours were violated for ideological reasons. It was argued that workers were willing to volunteer to stay after hours to implement the plan, hence the use of “voluntary” initiatives such as “27 weeks of intensive work before the 27th Congress of the Party” or “voluntary salary cut and increased production norms”. Then came the appearance of the informal sector, where work was paid at contract rates and earnings were several times higher than the standard wage. Informal relations were allowed, but not approved. At that time, informal work and informal labor relations were seen as better and more efficient than formal ones.

Within enterprises, there was a three-level monitoring system for workers: the Party organization (unconditional submission to all requirements of Party management from workers who were Party members), Komsomol (control of young workers), and trade unions (control of other workers). Conflicts were banned. If a conflict arose, it was solved in one of two ways: either the workers were accused of incorrect behaviour, or the managers were accused of infringing on the interests of workers. It was a crime to go on strike. If workers were dissatisfied with something, they had to file a complaint and wait for a response from the authorities, government and Party committees.

This system of labor relations made it possible to control workers, but not to change the situation. The main advantage of the system of labor relations in the Soviet Union was its predictability and stability. Over the last 30 years of the Soviet Union's existence, most people could plan their working lives and foresee their prospects for life in general. The main drawback of this system was its total regimentation. Rigid regulations caused deep dissatisfaction, among both blue-collar and white-collar workers. Experts also spoke of the need to abandon regulation, as it constrained the economic activity of the people. The idea of the emancipation of labor was proclaimed.

Real change began in 1989 with a major miners' strike, in which 600,000 people participated. The result of this strike was the emergence of a new actor on the economic and political scene: independent trade unions, which became highly influential and backed many politicians at the local and federal levels. In the early 1990s there was a split among trade unions that has persisted to the present and that has an impact on the whole situation in the workplace. New trade unions are called “alternative” unions because they have tried other approaches to the regulation of labor relations, through advancement requirements, tough negotiations, conflicts, and strikes.

At the same time, the Soviet trade unions have retained their structure, bureaucracy, and conservative strategy: cooperation with the employer, rejection of strikes, talks at all costs, etc.

The transition to the market was sharp and ambiguous. Today there are many works testifying that the Russian reforms in the 1990s were unfairly severe. Softer variants of reform were rejected.

In 1992, a new package of laws on labor relations was adopted. An important feature of this package was the restriction of the role of unions. The reformers had risen to power with workers' help, but then betrayed them by limiting their influence. All this was done in order to restrict the influence of the Soviet trade unions, but the limits affected the new unions as well. For example, the organization of strikes was made subject to an extremely difficult procedure that is virtually impossible to carry out. The alternative trade unions had been deprived of their most effective tool.

Thus, the new Russian government has established limits for legal regulation of labor relations and created opportunities for employers to pressure workers.

Following these transformations, which became evident in the early years of the market and which hit all workers, came the removal of restrictions on employment. Employers now had the possibility of dismissing workers for economic reasons. In the Soviet period, dismissal of a worker by the administration was considered a punishment, and a fault on the worker's part was necessary for this to happen. Dismissal without fault violated a long-standing tradition, but it was the first market transformation that hit Russian workers, and it was a shock.

Nonpayment of wages became the second major feature of post-Soviet transformations. Millions of people went unpaid for several months. Nonpayment decreased only after a default in 1998, when wage arrears depreciated. It was a time of general denial of any formal rules. Employers violated all the rules they could. Workers did not remain in debt. Strikes were held everywhere and on any occasion, but their effectiveness was low. The workers could force the employer to pay wage arrears, but in the next month these arrears reappeared.

In the late 1990s, the debate over the problems of labor and labor relations in Russia took

the form of a neoliberal discourse, which concentrated on the idea that business must be free of any social obligations and that all restrictions on the use of labor should be removed. Some experts made proposals to abrogate the labor laws and turn labor contracts into a kind of bilateral commercial transactions.

The Russian neoliberals see labor only as a market, excluding from it any hint of a human component. In a neoliberal paradigm, labor market research is confined to affirming the necessity of reducing the rigidity of labor legislation. The neoliberals are constantly talking about reducing the social burden on the state, refusing the standard norms of social support in relation to socially weak groups. For example, the monthly allowance for the unemployed in Russia is about €110. It was set a few years ago, and the main motive was to give “no incentive to remain unemployed.”

Another important feature of the neoliberal approach to social and labor problems is that social consequences, especially medium- and long-term consequences, simply are not considered. The only thing that constrains solutions of this kind is the fear of instant social indignation and protest. In 2002, Russia adopted a new Labor Code, which was a compromise between the old trade union bureaucracy, neoliberal politics, and business. The main change in the new labor legislation was to reduce the impact of unions and workers in the formation of labor relations. It weakened trade unions' ability to block layoffs and dismissals, as well as the possibility of negotiating; it also set a very complicated procedure for organizing strikes. At the same time, the new law retained many of the old standards on work, recreation, health etc. The code has been criticized. Business considers it excessively rigid and protective of workers, while trade unions say that it is unfairly liberal.

The main criticism of the labor legislation is its rigidity, which prevents management from reducing labor costs. The main demand of neoliberal experts, business and politicians is thus to allow more flexibility and have less regulation. The use of informal forms of employment is considered a consequence of the law's excessive rigidity.

Reducing this rigidity is seen as a way to form a legitimate employment relationship. Experience has shown, however, that as soon as the law is made more flexible, there arise new, radical demands to increase flexibility. For example, the 2002 Labor Code contained a tough list of conditions indicating when the use of temporary employment contracts was allowed. In 2004, this list was extended; in 2006, the restrictions were lifted for trade and small businesses; and in 2010, it was proposed to remove them completely. There are other examples showing that increased flexibility does not lead employers to start observing the law. On the contrary, they demand even greater indulgence, and informal labor relations are not reduced.

Another means of extending non-standard employment relations was agency labor. Formally, this is forbidden. However, informal employment agencies have operated since the mid-2000s, and there are more today. Proponents of agency labor consider that a major advantage of this form of precarious employment is that it helps young people, the unemployed, and the socially weak to enter the sphere of standard formal employment. Thus, it serves as a “bridge” from unemployment to employment.

Our studies have shown that this “bridge” does not work that way; rather, workers from the standard employment sector move to non-standard employment. For example, 30% of the staff of one of the largest metallurgical holding companies (more than 20,000 employees) moved to outsourcing and agency work without any justification. However, they continued to work in their usual places; only their organizational status had changed. This means that employees of outsourcing firms and agencies do not have the same rights and opportunities as standard workers. They have limited wage growth, less secure employment, no social benefits, etc. But most importantly, they cease to be members of the union when they move to another firm, and they do not form a new trade union there.

Another method used by employers is to create “filters” through which the workers recruited for the enterprise must pass. For the first half-year, they work in every type of position,

RUSSIA: HAS THERE BEEN A BREAKTHROUGH TO FREEDOM?

but with a reduced salary (5-15% less). Beginners can become permanent employees if they work overtime, accept a reduced salary for six months and show loyalty. This example shows that agency work is not a "bridge"; rather, it means underreporting wages and gaining control over workers. An even more radical means of reducing costs was informal employment. Refusal to conclude a formal contract allows you to avoid paying taxes (income tax, social, health and pension contributions, etc.), compensation for harmful working conditions, overtime, annual leave, sick leave, etc. The employer can change the system and salaries arbitrarily. The main issue here is the increased dependence of the worker on the employer. The ability to dismiss a worker at any time qualitatively changes labor relations: it makes them unilaterally adjustable. The employer establishes working hours and rest time, working conditions, modes of payment, means of assessing the results of work, etc., that are favorable to him.

Today, the proportion of informally employed is variously estimated at from 25% to 40% of all workers. One might say that the dreams of neoliberals have come true. Relations of this type have now existed for more than 10 years, and today we can talk about the consequences.

1. First of all, this system constrains the workers in a precarious status. There is no "bridge". Workers leave the sphere of standard employment and remain in precarious employment for a long time, perhaps for the rest of their working lives.

2. These are people with low incomes, dependent and alienated.

3. These people work 10-12 hours each day. They drop out of other activities of normal life. They have no time for a family, not to mention social or political activism and cultural life. Working long and hard, they undermine their health.

The human consequences of informal and precarious employment can be monstrous. Against this background, people remember Soviet times with nostalgia. In this area, there is no law, no social partnership, no signs of humanity; here the employer dominates by far. Actually, these are preindustrial labor relations, similar to what existed in Russia at the end of the nineteenth century. Along with the spread of informal employment among Russians since the mid-2000s, there were a large number of migrants, especially from

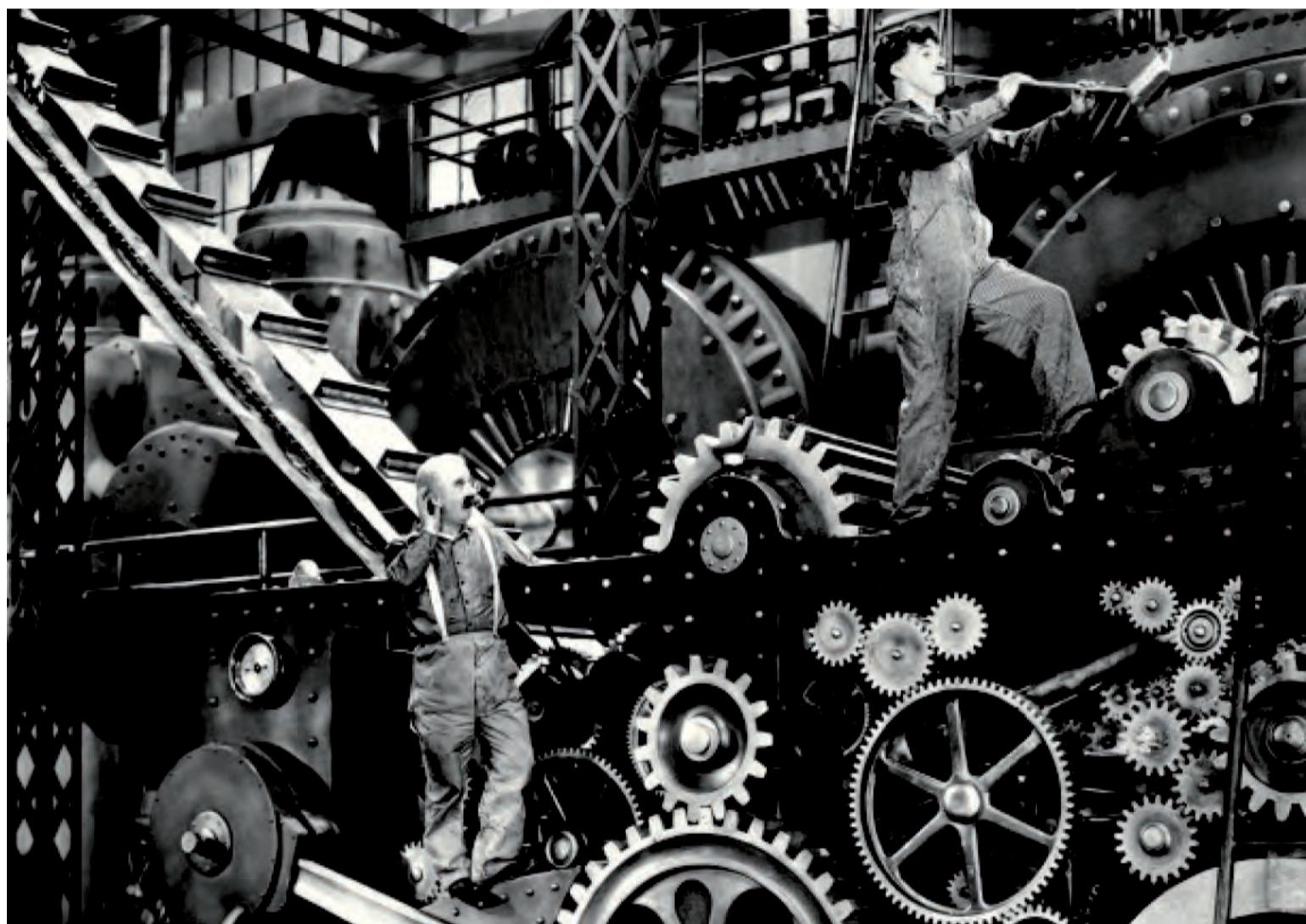
the former Soviet republics in Central Asia. According to various estimates, the number of migrants in Russia ranges from 3 to 15 million people, i.e. from 5% to 20% of Russian workers. Migrants work only in the informal sphere. They are necessary to lower labor costs.

Migrants are even more dependent on the employer,

In enterprises where there are unions, it is necessary to conduct a dialogue with them on increases in wages and social benefits. This causes irritation on the part of employers. The pressure on unions has therefore increased recently. Employers are trying to destroy the union cells and leaders through pressure and violence. Even under the current laws, however,

There are transitional forms from standard to precarious employment, such as agency employees. But the direction of their transition is from standard labor relations to informal and often precarious ones. Has the transition from a kingdom of restrictions to a kingdom of freedom taken place? Today we can say that in many respects, these expectations were naive

Russia needs to open up channels for workers that would allow them to engage in regulation of labor relations. The procedure for collective bargaining should be modified; that for organizing strikes must be simplified; and legal protection of union leaders should be restored. An inventory of the Soviet heritage is needed. For example, many regulations of



because in Russia the procedure of receiving legal status and work permits is quite difficult. According to our research, 41% of working migrants have no right to live and work in the country. This makes them very vulnerable. Migrants earn even less than Russian workers, while their working conditions and recruitment differ little from slave labor.

Thus, at the moment there is a broad and diverse sector of precarious and unstable employment, characterized by the labor relations described above. In the area of standard employment, too, there are many problems. Employers are struggling to reduce labor costs. It is impossible to cut taxes, and tariffs on energy, transport and infrastructure monopolies are constantly increasing. Corruption is increasing as well. Therefore, labor costs are the only expense that can be reduced. But large enterprises and budget formulation must still comply with the law.

unions and workers can defend their rights and interests. In Russia there are constant protests and workers' strikes. They are becoming increasingly organized. Moreover, trade unions blocked some laws aimed at further liberalization of labor relations.

Where there is no trade union, or where unions are weak or compromised, employers feel more comfortable. They can use the minimum payment standards, ignore issues of occupational safety, and demand loyalty from employees under threat of dismissal. Thus, modern Russia has two types of labor relations. In the sector of standard labor relations, which are governed by law and by the interaction of employers and labor unions, either the situation is stable or there is a slow decrease in labor standards. The informal sector has developed a system unilaterally directed by employers, with generally precarious labor relations. There are some workers, mainly internal migrants, who are not far from slaves.

and unjustified. But not just naive. At the beginning of the market reforms, their initiators had limited and closed opportunities for employees to participate in the regulation of labor relations in the workplace. From the very beginning, workers were considered only as a business resource. There was no partnership, nor any humanization of labor relations.

The consequences of the degradation of labor and labor relations are already obvious. Today it is difficult to find qualified workers, and therefore the high-tech sector and modern industry are not developing in Russia. The poverty rate is still high, preserving the phenomenon of "working poor". There is growing alienation, social dissatisfaction and aggression.

How can this situation change? The most appropriate approach would seem to be rejection of neoliberal values and, at the same time, an active struggle against informal and, especially, precarious labor relations.

the Soviet period in the field of labor protection are still in force today, and they have not become outdated: they are current. There is no need to copy the Soviet experience; rather, it is necessary to implement modern methods.

The task is to combine the advantages of regulation with the benefits of the market economy. Regulatory restrictions alone or market forces alone would be devastating. We may draw an analogy to a nuclear reactor, where the energy of the nuclear reaction is enclosed in a steel frame and concrete body. The Russian experience is important because in a historically short period, we were able to see different versions of labor relations. We live in an era of regulated labor, and now we know what it means to have no restrictions at all. Relying on the Russian experience can help us understand where to lay the boundaries between reasonable restrictions and an allowable level of freedom.

A NOTE ON TRISTAN'S DEATH WISH

Karol Berger | membre du Conseil scientifique du RFIEA

*Karol Berger is the Osgood Hooker Professor in Fine Arts at the Department of Music, as well as an affiliated faculty at the Department of German Studies, and an affiliated researcher at the Europe Center at Stanford University. In 2011–12, he has been the EURLAS Senior Fellow at the Institut für die Wissenschaften vom Menschen in Vienna. His *Musica Ficta* received the 1988 Otto Kinkeldey Award of the American Musicological Society, and his *Bach's Cycle, Mozart's Arrow* the 2008 Marjorie Weston Emerson Award of the Mozart Society of America. In 2011 he received the Glarean Prize from the Swiss Musicological Society.*

Tristan und Isolde, a story of love's consummation in a transfiguring death, raises two obvious questions. Is death as inevitable an issue of love as this opera suggests? And what exactly is the sense of the "transfiguration" at the end, how does it differ from death *tout court*? The first of these questions is answered within the opera; the second is not, and hence is more challenging. The final orchestral cadence, by providing the ubiquitous Tristan chord for the first and only time with a tonic resolution (but one a whole tone higher than what had been implied throughout the opera, B major rather than A minor), assures us that the "transfiguration" hinted at in the accompanying stage direction does indeed take place, but it does not explain what the precise content of that transfiguration might be. By leaving us without a clear answer, Wagner forces us to come up with something on our own.

The two questions are related and troubling: they go to the heart of the unease with which the work leaves us. No matter how highly we value Wagner's artistic (musical and dramatic) achievement in *Tristan und Isolde* (and it would not be easy to overestimate that), it is hard not to entertain some doubts about the ultimate significance of the work. After a performance of any of Wagner's music dramas, one leaves the theater exhausted and full of the highest admiration, but also with a more or less distinct undertone of resistance. A serious consideration of a music drama should account for both the admiration and the resistance, and indeed, from Nietzsche on, the most interesting Wagner critics attempted to account for both.

In *Tristan's* case, the source of the resistance is easy to identify (although it is surprising how rarely it gets explicitly acknowledged—perhaps precisely because it is so obvious): the protagonists of this story are in love with death. Death is not something they accept as a necessary evil, a high price worth paying for their ecstasy; rather, it is a good worth longing for in its own right, the desired outcome and fulfillment of their passion. Mindful of the Fascist cult of death and of its roots in Romanticism, mindful of how the wish to escape the terrestrial reality, which is the essence of Romanticism, fed

the Fascist wish to invent a new aestheticized politics-beyond-the-everyday-politics, we cannot be wholly indifferent to the veritable orgy of necrophilia unleashed in *Tristan*—even if we remember, as we should, that the opera is concerned exclusively with the private sphere.¹ The orgasmic "jauchzenden Eil" (screaming-with-joy haste; Act 3, 1278–79) with which Tristan tears the dressing from his wound and greets the free flow of his blood just before he dies—"Ahoy, my blood! Flow now cheerfully!" ("Heia, mein Blut! Lustig nun fließt!"); Act 3, 1267–70)—leaves even the unsqueamish disturbed and ill at ease.²

To be sure, it is not simply death the two lovers seek: they wish to die together, in each other's arms. The easiest way to assuage our doubts about the opera's infatuation with death would be to see death in *Tristan* as nothing more than a time-honored metaphor of erotic fulfillment and to see the opera as a whole as a dramatization of a particularly drawn-out and satisfying sexual encounter. But the temptation should be resisted. It is not that death in *Tristan* does not function as a stand-in for erotic fulfillment—it does, of course. But to reduce the issue to no more than that would be to trivialize it beyond recognition. It is not difficult to see where the trivialization lies in this case: it consists in the depriving of sex of its metaphysical dimension which, quite evidently, mattered to Wagner.

To recapitulate, then: the intertwining of love and death is the central issue this opera raises. To understand *Tristan* is to understand this intertwining. And though death does stand for erotic fulfillment, it cannot be wholly reduced to it. We need to go deeper.

Wagner himself spelled out his intention for what he hoped to achieve in *Tristan und Isolde* with unusual clarity. It was "to erect a... monument to this most beautiful of all dreams"—the "true happiness of love," which he has never known in real life—"a monument in which this love will be properly sated from beginning to end," as he wrote to Liszt in December 1854—that is, after he first conceived the work in the fall of 1854, but long before he began the prose draft (August 1857) or composition (October of the

same year).³ "Dream" is the key word here. Erotic love, whose monument the opera was to become, was not love as it exists among us humans, even at its best transient, intermittent, and shot through with disappointments and compromises exacted from it by our finitude and by the social world, the world of Day, that we cannot completely escape. It was not love as it is, but as it should be, purified of all accidental imperfections, love as an ideal, a "dream." The aim of the opera was to capture what was essential about love. (An examination of love in the light of Day, love suitable for the finite and social beings that we are, was to be undertaken in *Die Meistersinger*.)

The opposition that governs the two lovers' self-understanding in the love duet of Act 2 ("O sink' hernieder, Nacht der Liebe," 1117–1631) and beyond is that of existing in a world split into two metaphysically distinct

at obliterating the distance between subject and object, if pursued with sufficiently radical single-mindedness and exclusivity, if "properly sated from beginning to end," has to issue in oblivion and death. The upshot of the lovers' colloquy in the love duet is that their common death would not be in alliance with Day, it would not interfere with their love and bring it to an end; on the contrary, it would, in alliance with Night, remove all obstacles to their complete and permanent union. It would be hard to maintain that the logic of the argument is entirely faultless, but for the lovers it is strong enough to allow them to talk themselves (or, to be precise, to allow Tristan to talk Isolde) into what an unsentimental observer can only call a suicide pact. In the second cantabile of the duet Tristan spells out the conclusion toward which their argument was driving them, and Isolde obediently repeats after him, "We would

a "love-death," or literally, a "death of love" (*Liebestod*).

In short, as Tristan and Wagner both thought (there is no need to distinguish the two in this case), death clearly belongs to the essence of love; it is its proper goal, its consummation. Erotic love begins with two distinct separate persons, each reciprocally the subject and object of the desire to become one with the other, to cancel the separation. Hence it is bound to end—if pursued radically enough to its logical conclusion, and if successful—with precisely this: the annulment of the distinction between the subject and object, the merger and disappearance of the two separate persons. Thus death is the appropriate name for the ultimate destination of the erotic desire. More positively, one might also talk of a complete and permanent union of two individuals, without forgetting, however, that death of the individuals is what such a union implies.

This seems to be the strongest case one can make in defense of the intertwining of love and death in the opera. But death remains death, even when it is dressed up in fancy philosophical vocabulary. From the standpoint of Day, "Frau Minne" (the tutelary goddess of love) is to be feared and avoided, or at least civilized, but surely not worshipped unconditionally—unless one can give some concrete positive sense to the final "transfiguration," unless, that is, one can show that the lovers not only die but are also transfigured, and can explain what the value of such a transfiguration might be.

In other words, to be transfigured is to be raised to a different, higher ontological plane, to transcend existence as it is here and now, and the erotic desire is precisely a desire of transcendence. The separation of subject and object, the subject's lack of immediate access to object, is what defines human finitude. To overcome the separation of subject and object is to go beyond the limitations of human condition, to leave behind the finitude of Day for the infinity of Night. No less than Plato in the *Symposium*, Wagner understood that Eros drives us on to transcend our limits, to reach outside the confines of self and nature, to raise ourselves from our transient and conditioned

state toward the permanent and unconditioned realm beyond.

It is on purpose that I invoke the *Symposium* here. On April 9, 1870, Cosima noted in her diary: “R. places this work [*Symposium*] above everything else: ‘... what would the world know of redeeming beauty without Plato?’” She further quoted Richard as saying: “I, too, thought today of *Tristan* and the *Symposium*. In *Tristan* it is also Eros who holds sway, and what in the one is philosophy is music in the other.”⁴ Ultimately, it is this Platonic view of Eros as driving us to transcendence that lies behind the intertwining of love and death and needs to be confronted in any interpretation of *Tristan und Isolde*. The desire for transcendence, if satisfied, has to end in self-annihilation. What is its point, then? Does it have a point? Or is it rather—as Nietzsche and his numerous successors, Dewey and Heidegger, Rorty and Derrida, in their various idioms urged—merely a self-destructive temptation to be avoided at all costs, a siren song that accompanied European philosophical and religious tradition for a few millennia bringing us nothing but grief, a song we should finally stop listening to and leave behind?

A quick clarification is in order here: even if we answered this last question in the affirmative, this would not count against Wagner’s opera. Wagner can be, and has been, accused of many sins, but moralism is not one of them. His aim in *Tristan und Isolde* was surely not to teach us how we should live, but, as he suggested, to erect a monument to a particularly glorious and terrifying divinity; and this aim he did accomplish brilliantly. Success in cases like this one is measured by the truthfulness and depth of the portrayal, and Wagner’s picture of love is both true and probing. Eros, on his account, inspires and deserves worship as a giver of ecstatic bliss; equally, he inspires and deserves fear as a bringer of most terrible suffering and destruction. When Isolde apostrophizes Frau Minne in an aria-like culmination at the end of the first scene of Act 2 (370–471), what she finds important about this “administrator of the world’s becoming” (“des Weltwerdens Walterin”; Act 2, 386–88) is that “life and death, which she weaves out of bliss and sorrow, are subordinated to her...” (“Leben und Tod sind untertan ihr, die sie webt aus Lust und Leid...”; Act 2, 389–97).



ISOLDE

But, in any case, it is not clear that our question *will* be answered in the affirmative. The simplest, and only preliminary, answer might take a clue from Isolde’s words: Frau Minne dispenses both bliss and sorrow, brings ecstasy that takes us beyond our narrow everyday limits as well as suffering and annihilation. Each one of us will have to calculate the benefits and risks individually, but Isolde’s and Tristan’s heroic choice to worship at Frau Minne’s altar (assuming that one has a choice in such matters) might be taken to be the less craven, more admirable one.

An answer of this sort, however, while an acceptable first step and correct as far as it goes, is insufficient; it does not go to the heart of the matter. For both

Plato and Wagner, more was at stake in the erotic drive to transcendence than the decision whether to take life-threatening risks for the sake of life-transforming ecstatic experiences. The question raised by them both is, rather, whether the pursuit of transcendence is the pursuit of a chimera that brings us nothing worthwhile, a bargain whereby we stop paying attention to the only existence we have in order to chase an empty dream.

Now, in a certain sense of the term, transcendence is something we could not avoid even if we wanted to. We may, and should, be wary of the Platonic, or Christian, or Kantian dualisms, of the splitting of reality into two distinct levels, the realms of appearance and truth, of human earthly temporal

mutability and divine heavenly eternal permanence, of the phenomenal and noumenal—the former invariably mediated and contingent, the latter available immediately if at all and unconditional, the rock-bottom foundation of all there is. Much intellectual effort of the modern era (Spinoza, Hegel, Nietzsche and the pragmatic tradition he inaugurated) has gone into the overcoming of such dualisms, into providing a monist vision of reality. But even the most hardnosed monists, convinced that the realm of appearance is all there is (and hence that calling it “appearance” does not make much sense), cannot avoid going beyond the world immediately at hand. Unlike other earthly creatures, humans do not live in the present moment

alone; rather, in addition to experiencing the world in the present, they also recollect it in the past and anticipate it in the future. Even a most rigorous monist could not limit himself to the present only; our world is necessarily split between the actually experienced present and the imagined past and future. It is in this modest sense that transcendence, going beyond the actually experienced present, is something inevitable. Since, to use a Hegelian idiom, we humans must supplement the dumb nature with the self-conscious spirit, we cannot but confront the actual with the imagined.

But normally, when we talk of transcendence, we have in mind something stronger than that, something that requires a full-blown dualist worldview: the transcendent realm in this stronger sense is the realm not only beyond here and now, but one representing a completely distinct ontological level. In this sense it is not so much the realm of personal imagination, remembrance and expectation, as it is one of abiding truth beyond the changeable appearances, the unconditional foundation of everything.

Both kinds of transcendence have a similar point: their job is to provide a standard against which the real can be evaluated. This is obviously the case with the strong transcendence. The value of items in the realm of appearances, or in the earthly city, is measured by their proximity or distance from their models in the realm of ideas, or in the heavenly city. But it is also the case with the weaker form of transcendence. Our ability to imagine the future is particularly relevant here. It implies that we have available to us not only the world as it is and was, but also the world as it might or should be. We do not just confront the actual with the imagined, we confront what is with what should be. Moreover, we evaluate and judge what is in the light of what should be. This is how real things, persons, events acquire sense and value for us. “Transcendence” in the most general sense is the name for our best and most comprehensive vision of what should be and how it relates to what is. If the pursuit of transcendence is to have any value for us, is to be more than a pursuit of a chimera, it is in this general, comprehensive sense of the idea that we should look for this value.

What, then, is the content of the transcendence our

A NOTE ON TRISTAN'S DEATH WISH

lovers pursue and attain at the Transfiguration?

It would be hard not to notice that the protagonists speak the dualist language. We have seen that their fundamental outlook is articulated in terms of the opposition between Day and Night, between the surface realm of illusion and the deep realm of truth. The world of Day is the normal world they share with all of their contemporaries, the social world of separate individuals relating to one another through a system of traditional feudal rights and obligations—the “custom” (*Sitte*) that is the initial subject of Isolde’s and Tristan’s conversation when they finally face each other in Act 1 (Tristan, “Sitte lehrt, wo ich gelebt,” 1378ff). The world of Night is one whose very existence is not suspected by most of their fellows, even by such socially exalted personages as King Marke, not to mention Kurwenal or the Shepherd. When Marke inquires after the deepest causes of his nephew’s actions, Tristan tells him: “O King,... what you would know, that you can never learn” (“O König,... was du frägst, das kannst du nie erfahren”; Act 2, 1893–1904). And Kurwenal tells the Shepherd, when the latter asks what is wrong with their lord: “Do not ask, since you can never know” (or “learn”) (“Laß die Frage: du kannst’s doch nie erfahren”; Act 3, 128–31); but it is doubtful that Kurwenal himself knows much more. It is the world beyond, preceding and succeeding all individuality, and hence one in which traditional rights and obligations are irrelevant. Most important, Day, we have seen, is where consciousness reigns and hence where subject and object, the I and the multiple phenomena of the World, are separate; thus it is also where unappeasable desire can arise. Night is where oblivion reigns, and hence where the separation between subject and object is canceled, where the very multiplicity of phenomena turns out to be illusory; thus it is also where the desire born of separation can be appeased.

The Schopenhauerian origin of this outlook is obvious, well documented, much discussed, and undeniable. But precisely because the outlook of the protagonists (and of Wagner, at this point) is Schopenhauerian, its ostensibly dualist structure may not matter all that much. (It is not even clear that Schopenhauer himself should be considered a dualist: he rather talks as if the realm of Representation and that of Will were

two different perspectives on the same worldly reality—the world is Representation when it appears to us; in itself it is Will.) The realm of Night as the protagonists conceive it, like the realm of Schopenhauer’s Will, is certainly neither the domain ruled by God, nor even one ruled by Reason. For Isolde of the Transfiguration it is “the blowing all of the world-breath” in which she asks “to drown, to be absorbed, unconscious...”—the realm where all consciousness ceases (“[in] des Welt-Atems wehenden All, — ertrinken, versinken, — unbewußt”; Act 3, 1680–89). For Tristan of the first monologue in Act 3 it is the domain of “divinely eternal, primordial oblivion” (“göttlich ew’ges Urvergessen”; 319–22)—again the realm where all consciousness ceases, the kingdom of non-being, of nothingness, whence one emerges at birth and with which one will merge again when one dies.

However, whether All or Nothing, it is clear that Night cannot provide us with a standard against which the real could be evaluated, that it is not where we shall find models against which the multiple phenomena in the realm of Day could be measured. The world of Tristan and Isolde is closer to that of Schopenhauer and Darwin than to that of Rousseau, Kant, and Hegel, let alone to the world of Paul, Augustine, and Luther. Neither God nor an autonomous, self-legislating Reason underwrites the meaningfulness of the opera’s universe—in fact, it is hard to see this universe as intrinsically meaningful at all. The vision of fulfillment the lovers aim at has obviously nothing in common with the modern desire to live within bounds drawn by their own autonomously self-legislating Reason; but neither has it anything in common with the Christian desire to be reconciled and united with the loving Creator. Human existence, as they see it, comes from nowhere and goes nowhere. Since neither God nor Reason will be found there, not even the most intimate acquaintance with Night will tell us anything about what “should be.” But, if this is the case, can Tristan’s desire to go back to the realm of Night and Isolde’s wish to follow him there be at all justified? Enthusiasm for death can be justified only when death is the door through which one escapes a deficient reality to enter a better world, or when it offers the only available respite from a wholly insufferable

existence. These conditions do not seem to obtain here: Tristan and Isolde are not (nor are we) led to believe that in their final Night they will be vouchsafed a beatific vision of one sort or another—all they and we can expect is eternal unconsciousness and oblivion; and one can imagine a fate much worse than Isolde’s at King Marke’s court, even if “unloved,” she must “see the most glorious man always nearby” (“Unge- minnt den hehrsten Mann stets mir nah zu sehen—!”; Act 1, 961–73).

Briefly put: Eros drives our lovers to transcendence, makes them leave the finitude of Daily existence and enter the infinite Night; but the Night offers them Nothing. Unless one is able to take the thorough-going Schopenhauerian pessimism seriously, unless one truly believes that nothing is better than something, one’s doubts about the ultimate significance of Wagner’s work seem to be confirmed at this point: the opera appears to be no more than yet another Romantic glorification of the nihilistic death wish—entrancing and sublime, to be sure, but all the more pernicious for its sublimity.

And yet, both the protagonists and we experience the ending of *Tristan und Isolde* as a success, not as a failure. Now, they may be mistaken about this, they may take a failure for a success, but we cannot be: Wagner’s resolution of the *Tristan*-chord at the end is calculated, we have seen, to make sure that we understand the ending not as a mere cessation but as a triumph, that we believe in the final transfiguration. Is this sense of final triumph simply a lie, a mendacious consolation proffered by skillfully deployed cadential resources of tonal harmony?

One might argue at this point that this, after all, is a story of a couple that in the end triumphs rather than fails: in the second cantabile of the love duet the lovers solemnly undertake to “die so as to live only for love—...forever endlessly united” and, though unable to fulfill this oath then and there, they do fulfill it in the end. In this one crucial respect Wagner and his protagonists part company with Schopenhauer: the lovers’ trajectory does not aim at resignation—they want their love perfectly and completely fulfilled, not abandoned. And what is more, they succeed: their project ends in triumph, not failure. Here Wagner’s heroes might be seen to anticipate early Nietzsche, accepting

Schopenhauer’s premises (the world is at bottom nothing but pointless striving that produces incessant oscillation between the torments of desire and the boredom of satiety), but rejecting his conclusions (that the wise will opt for resignation as the only sensible attitude to existence).

But to this argument a skeptic will respond: yes, they do manage to die at the end, but surely not to “die so as to live... forever endlessly united.” The realm they enter at the end, the realm of Night, is where all individuality and all consciousness ceases. This is not the kind of place in which the idea of living forever endlessly united, in the posthumous manner of, say, Paolo and Francesca, makes any sense. The dissolution of all particularity in the Night’s solvent makes nonsense of any notion of unity of particulars. If Tristan and Isolde think they triumph at the end, they are deluded.

There is only one way, it seems to me, that we can take our unmistakable final sense of triumphant success rather than tragic failure seriously, in spite of the natural skepticism aroused by the fact that what we see as the curtain goes down contradicts what the orchestra is telling us. What we see are two dead bodies on top of each other instead of the apotheosis that opera since Monteverdi’s *L’Orfeo* has accustomed us to expect, that Isolde imagines, and that the orchestra hints at. From now on, after the opera’s ending, we can tell ourselves, Tristan and Isolde will “live only for love—...forever endlessly united” in our memory, in cultural memory, transfigured (not for nothing did Wagner call the final tableau a Transfiguration and directed that we see Isolde “as if transfigured”) into protagonists of an endlessly repeated myth of a love that trumps all competing considerations. The complaint that they will not literally live so, permanently and perfectly united, will be seen to lose much of its force once we reflect that finite beings like ourselves cannot really know or imagine what it would mean for such a union to be literally permanent and perfect; we can see such things only through a glass, darkly, if at all. Nevertheless, the complaint is well taken: for the lovers themselves, their project ends in failure. But not for us. Tristan and Isolde’s permanent and perfect union as uniquely single-minded lovers in a myth that our culture endlessly recycles, not least in Wagner’s own telling, is the only form of

such a union we can truly imagine and understand.

And this is also, it seems to me, the only way one can make sense of the protagonists’ eagerness for death. Their dying together is the prerequisite for their transformation into figures of myth. As long as they live, their story is not completed and hence not ready to be told. Perhaps more important, as long as they live they are subject to the usual earthly contingencies and accidents that stand in the way of any permanent and perfect union and may at any moment spoil their story: aging, disease, the unexpected withdrawal of the passionate tide in which they drown now—the list is endless. As long as they live, their story cannot be “a monument in which this love will be properly sated from beginning to end.”

Without the aesthetic transfiguration of their lives into a story, their existence would have to be considered a tragic mistake and failure. With that aesthetic transfiguration, it still remains a failure for them, but not for us. The transfiguration leaves them empty-handed: the content of the transcendence they attain turns out to be Nothing (or, what amounts to the same thing, All). But it does not leave us empty-handed: we are left with “a monument to this most beautiful of all dreams,” a vision of love at its most radical and uncompromising and hence necessarily tragic. The lovers’ transfiguration into a myth does take place, and although it is of no use to them, it is of use to us. They may be under the impression that they sacrifice themselves on the altar of Love; in fact, they sacrifice themselves on the altar of Art.

References

1. George L. Mosse, *The Fascist Revolution: Toward a General Theory of Fascism* (New York, 1999).
2. Citations of text and musical passages are indicated by act and measure number (within acts) throughout. The measure numbers in Act 1 include the Prelude.
3. Richard Wagner, letter to Franz Liszt in Weimar, Zurich, 16 (?) December 1854, in Wagner, *Selected Letters*, trans. and ed. Stewart Spencer and Barry Millington (New York, 1988), 323.
4. Cosima Wagner, *Diaries*, ed. Martin Gregor-Dellin and Dietrich Mack, trans. Geoffrey Skelton (New York and London, 1978–80), 1:208.

RÉSIDENTS 2013 - 2014

• COLLEGIUM DE LYON (12)

Alistair COLE La gouvernance territoriale en Europe

Matteo D'ALFONSO Le problème de la genèse de Rousseau à Desanti

Vincent DELLA SALLA Political Myth and Mythology in Transnational Governance

Edgar FERNANDEZ & Claire MALWE Biodiversity's genetic resources at the crossroads between property rights and public goods

Jocelyn LETOURNEAU Relation au passé et conscience historique chez les jeunes

Julien MEYER Iconicité acoustique et langage

Maria Nadia POSTORINO Air transport and high-speed train user choices

Susan SLYOMOVICS Difficult Heritage, Transitional Justice, and Communal Reparations

John STELLA Common challenges and opportunities in riparian zone management

Cécile VIGOUROUX Migrations, Économie, et Pratiques Langagières

Zhiqiang WANG Legal Procedure in Qing China

Yiyan WANG Missing Narratives in Chinese History

• IMÉRA AIX-MARSEILLE (11)

Barbara ALLEN Communities and Environmental Challenges

Arianna CECCONI & Tuia CHERICI Réver la Méditerranée

Rachel MAYERI Primate cognition in crisis

Alexander MIHALIC Le son de la lumière et de l'invisible

Michael OSBORNE Altruistic Vitalism and Epigenetics

Damien PESESSA Le passage de l'Aurignacien au Gravettien

Gabriel POPESCU Rearticulating Border Spaces

Michelle STEWART Film Circuits

Equipe The Cyprus GreenLineScapes Laboratory A Digital and Dynamic Atlas of Ecological Cooperation

Victoria VESNA Sounds of thinking

• IEA DE NANTES (25)

Elena ASTAFIEVA La Russie impériale en Syrie-Palestine, 1847 - 1917

Yavuz AKYAN Entre la personne et la propriété : vers une histoire socio-juridique de la mère esclave dans les débuts de la société ottomane moderne

Ildikó BELLÉR-HANN Gouvernance et gouvernés entre deux civilisations : les communautés agraires ouïghours dans l'Est du Xinjiang du XVIII^e au XXI^e siècle

Alok BHALLA Etrangers et l'étrangeté du sacré: Animaux, Oiseaux, Poissons, Serpents, Démons et Dieux comme Prophètes dans les miniatures du Ramayana de Chamba

Petr BIZYUKOV Les transformations postsocialistes des relations de travail en Russie : ont-elles eu

du succès dans la progression vers la liberté?

Vando BORGHI Travail et sécurité, à l'époque de la métamorphose du capitalisme démocratique : les domaines de tensions dans les bases informationnelles de jugement

Sudhir CHANDRA Au-delà de la modernité : Religion, Culture, Nation et le Rêve de Non-Violence

Fatou Binetou DIAL Vieillir au Sud: condition sociale et économique des personnes âgées au Sénégal

Nedim GÜRSEL Le prophète de l'Islam et la littérature

Chris HANN Rapatrier Polanyi Alioum IDRISOU Transmission des charges, opportunisme des statuts et survivances des dogarîs au Cameroun septentrional

Roger JEFFERY La transformation des services de santé indiens, 1972-2012

Jean JONASSAINT Edition génétique de Dézafi et Les Affres d'un défi de Frankétienne

Giuseppe LONGO Epistémologie et science des nouvelles interfaces

Luis MORA RODRIGUEZ Découverte, récit et pouvoir : enquête sur le déploiement impérial de l'Europe chez Bartolomé de Las Casas et Jean de Léry

Abdrahamane N'GAIDÉ Saint-Louis et ses environs comme espaces de « dilution » identitaire. Histoire partielle des Haratins du Sénégal (XIX^e-XXI^e siècle)

Joachim NETTELBECK Pour une administration de la recherche de qualité

Tamar PITCH La citoyenneté dans les politiques de sûreté et de sécurité

Om PRAKASH L'économie indienne du XVIII^e siècle : Stagnation ou croissance?

Manish PUSHKALE Image et imagination

Solofo RANDRIANJA De l'esclave aux subalternes dans l'histoire de Madagascar, mobilité sociale et sanskritisation

Saraju RATH Siddhamâtrkā : Identité et contexte d'une ancienne écriture indienne, VI^e-XI^e siècle de notre ère

Supriya ROUTH Une conception du droit du travail pour les activités économiques informelles

Luciana SOARES Philosophie et Gnosticisme dans l'Antiquité Tardive

Aiqing ZHENG Perspectives sur le droit du travail

• IEA DE PARIS (20)

Gabriel ABEND Social and Moral Neuroscience in France, Argentina and United States

Emmanuel BERGER Le jury d'assise en France et en Angleterre au XVIII^e siècle. Etude comparée de la justice populaire européenne

Nicholas CRONK Voltaire et Angleterre : les « Lettres philosophiques » aux origines des Lumières

Silvio Marcus DE SOUZA CORREA German Colonial Experiences in Southern Brazil and Africa: Connected histories across the Atlantic world

El Hadji Ibrahima DIOP Rationalité et Racialité : l'Afrique Noire dans le système de circulation transnationale des Lumières européennes. Étude comparative en France et en Allemagne des pratiques discursives des philosophes et anthropologues

Christopher FARAOONE Writing Greek Amulets in Roman Imperial Times: Epigraphy, Evolution and Design

Sharon FARMER Medieval Paris and the Mediterranean: The Origins of the Paris Silk Industry in the Thirteenth Century

Marcel FOURNIER La sociologie française contemporaine, 1945-2010

Dieter GOSEWINKEL Une institution de divergence ou de convergence? La citoyenneté au XX^e siècle en Europe

Allan GREEN Property Formation and Dispossession in Colonial North America

Leor HALEVI Forbidden Goods: Cross-Cultural Trade in Islamic Law

Andrew JAINCHILL The Problem of Sovereignty in the Early Enlightenment

Olessia KIRTCHEK Une science à éclipse : une étude historique et comparative de l'économie agraire en France et en Russie

Natalya KOSMARSKAYA Co-Ethnics as Unwanted Others. Exploring Origins of Intra-Group Conflict Under Migration and Resettlement

Saadi LAHLOU The nature of subjectivity with an experimental approach I am developing, SEBE, Subjective Evidence-Based Ethnography

Alena LEDENEVA Economies of Favour or Corrupt Societies? Exploring the Boundaries Between Informality and Corruption

Leonardo LOPEZ LUJAN Archéologie de l'ancien Tenochtitlan : le Projet Templo Mayor

Daniel SHERMAN Empire of Objects: Archeology, Museums, and the Idea of Cultural Property in France, 1881-2006

Edda VARDANYAN Texts, Images, and Ceremonials of Power: an Interdisciplinary Study of the Institutionalization of Royal Ideology at the heyday of the Armenian Kingdom of Cilicia

Nadège VELDWACHTER Repressed memories and the invention of National Histories

MISCELLANÉES

• COLLEGIUM DE LYON

Jocelyn LETOURNEAU

Résident au Collégium de Lyon, il vient de publier *Je me souviens. Le passé du Québec dans la conscience de sa jeunesse*, aux éditions Fides, Québec.

Julien MEYER

Résident au Collégium, il vient de publier dans la revue *Pour la Science* n°82 (janvier-mars 2014), le dossier « L'évolution des langues. Quel avenir? », les articles « Parler comme les oiseaux » et « Les langues tambouriées, ou comment parler et chanter avec tambour? ».

Cécile VIGOUROUX

Résidente au Collégium de Lyon, elle vient de publier avec Salikoko Mufwene, ancien résident du Collégium, *Colonisation, globalisation et vitalité du français* aux éditions Odile Jacob.

• IMÉRA AIX-MARSEILLE

Arianna CECCONI et Tuia CHERICI

Arianna Cecconi, anthropologue, et Tuia Cherici, artiste, développent le projet « Rêver la Méditerranée - projet de recherche anthropologique et artistique sur les rêves dans les Quartiers Nord de Marseille ». Elles présentent un Oniroscope à la Friche Belle de Mai.

Barbara ALLEN

Barbara Allen, sociologue (Virginia Tech University), a contribué à l'ouvrage *Powerless Science? Science and Politics in a Toxic World* (Soraya Boudia and Nathalie Jas (ed.), Berghahn) avec l'article « Rom Suspicious Illness to Policy Change in Petrochemical Regions: Popular Epidemiology, Science and the Law in the U.S. and Italy ».

CONTACTS

RÉSEAU FRANÇAIS DES INSTITUTS D'ÉTUDES AVANCÉES

Président: Didier Viviers
Directeur: Olivier Bouin
Secrétaire générale: Mylène Trouvé
Administration: Jana Diklic
Projets européens: Raquel Sanz Barrio, Marie Van Effenterre
Communication, valorisation: Julien Ténédos

190-198 avenue de France,
75013 Paris
T.: +33 (0)1 49 54 22 55
contact@rfiea.fr
www.rfiea.fr

COLLEGIUM DE LYON

Directeur: Alain Peyraube
15, parvis René-Descartes,
69007 Lyon
T.: +33 (0)4 37 37 66 50
marie-jeanne.barrier@collegium-lyon.fr
www.collegium-lyon.fr

INSTITUT MÉDITERRANÉEN DE RECHERCHES AVANCÉES, AIX-MARSEILLE

Directeur: Nicolas Morales
2, place Le Verrier, 13004 Marseille
T.: +33 (0)4 13 55 21 52
contact@imeram.fr
www.imeram.fr

INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES DE NANTES

Directeur: Samuel Jubé
5, allée Jacques Berque, BP 12105,
44021 Nantes
T.: +33 (0)2 40 48 30 30
aspasia.nanaki@iea-nantes.fr
www.iea-nantes.fr

INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES DE PARIS

Directrice: Gretty Mirdal
17 quai d'Anjou,
75004 Paris
T.: +33 (0)1 44 41 32 10
contact@paris-iea.fr
www.paris-iea.fr

KAMIKAZES. FLEURS DE CERISIER ET NATIONALISMES

Emiko Ohnuki-Tierney | ancienne résidente à l'IEA de Paris

Emiko Ohnuki-Tierney, ancienne résidente à l'IEA de Paris, est William F. Vilas Professor de l'université du Wisconsin. Originaire du Japon, ses travaux les plus récents portent sur l'identité japonaise. Son exploration du symbole des cerisiers en fleur a abouti à deux livres récents, Kamikazes. Fleurs de cerisier et nationalismes et Journaux intimes de Kamikazes. L'extrait ci-dessous est issu de sa première étude sur les Kamikazes publié aux éditions Hermann, p. 19-28.

/.../

Lorsque l'on réfléchit sur le xx^e siècle, une profonde désillusion attachée à l'époque pèse sur les esprits. Ce siècle a connu deux guerres mondiales et d'innombrables conflits armés. La fin du colonialisme n'a pas produit ce que nous espérions; mais a conduit à une série d'horribles conflits internationaux, interraciaux, et interethniques. En réaction, le nationalisme, la question ethnique, les guerres et autres formes de violence sont devenus les objets d'une productivité savante. À l'intérieur de cette réflexion, la question de savoir comment et pourquoi des individus, et spécialement des intellectuels, se mettent à participer, souvent de façon active, au développement des nationalismes ou même des ultranationalismes et des guerres, occupe une place importante. De plus, l'utilisation stratégique des symboles par des États-nations, que ce soit pour des rituels, des monuments, ou de la propagande, afin de servir leur projet politique, est passée au premier plan./.../

Mon approche du développement du totalitarisme se concentre sur l'esthétique des symboles. Les symboles et leurs contreparties comportementales, les rituels et les cérémonies, sont puissamment évocateurs, et ils sont souvent identifiés comme les facteurs qui poussent le peuple à l'action. Les Jacobins pendant la Révolution française, Hitler, Mussolini, Mao, et beaucoup d'autres chefs politiques, ont consciemment utilisé des symboles et des rituels à des fins politiques. Les symboles influencent-ils réellement le peuple, et sont-ils plus puissants que les concepts, comme non seulement Weber mais même Durkheim l'ont prétendu? Le déploiement conscient, délibéré, de symboles et de rituels dans le but de pousser le peuple à agir, fonctionne-t-il conformément aux intentions de ceux qui les ont mis en œuvre? Ou bien le peuple ignore-t-il, intentionnellement ou non, la « signification officielle », et/ou adopte-t-il une (des) signification(s) différente(s) de celle(s) qu'assigne l'État?

Ces questions m'ont conduite à localiser le pouvoir des symboles et des rituels dans la méconnaissance, c'est-à-dire dans l'absence de communication qui résulte du fait que les personnes concernées ne partagent pas de façon univoque une signification donnée, mais

tirent des significations différentes des mêmes symboles et rituels. La méconnaissance peut se produire quand les parties impliquées ne sont pas averties du manque de communication¹, où quand elles se défient intentionnellement des significations assignées par l'autre partie, que ce soit dans un contexte social ordinaire ou dans un projet systématique déployé par un régime totalitaire². Pour étudier ce phénomène, j'ai choisi comme exemple le symbole des fleurs de cerisier, devenu le trophée principal du Japon Impérial nationaliste au début de la période Meiji: « Vous mourrez comme une belle pluie de pétales de cerisier pour l'empereur ». Un grand nombre de pilotes tokkōtai ont volé vers leur mort avec des branches de cerisier en fleur ornant leur uniforme. Avaient-ils réellement épousé l'idéologie centrée autour de l'empereur, et partageaient-ils la signification des fleurs de cerisier que visaient les architectes de cette idéologie? Ou bien voyaient-ils autre chose dans la fleur? Les pilotes étaient la crème de l'élite intellectuelle. C'était des étudiants issus des plus grandes universités, que le gouvernement avait tôt diplômés dans le but de les incorporer. Leurs prodigieuses lectures et leurs vastes journaux intimes servaient de supports à leur monologue. La mine d'or que constituent les écrits qu'ils laissent derrière eux nous permet d'étudier les pensées et les sentiments qui se logent à l'arrière-plan de leur action; en même temps que le très complexe processus de pénétration du nationalisme d'État, lequel se traduisait ou non dans leur patriotisme. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand l'invasion du territoire japonais par les Américains parut imminente, Onishi Takijirō, vice-amiral de la marine, inventa les opérations tokkōtai (kamikaze), qui utilisaient des avions puissants, des planeurs, et des torpilles sous-marines. Ces avions, dont aucun n'était équipé pour retourner à la base, volaient près de la surface de l'eau pour éviter les détections par les radars. Les torpilles sous-marines, appelées « torpilles humaines », étaient transportées par des sous-marins près de la cible. Après avoir été lancés, pour éviter d'être détectés, les pilotes faisaient la dernière mise au

point sur les navires américains en mouvement sans l'aide de télescopes. En fin de compte, Onishi et ses bras droits pensaient que l'âme japonaise, bâtie pour posséder une force unique permettant d'affronter la mort sans hésitation, était le seul moyen dont les Japonais disposaient pour qu'un miracle advînt alors que le pays était entouré de porte-avions américains dont les systèmes de radars très sophistiqués empêchaient toute autre méthode de les détruire. Quand l'opération fut instituée, pas un seul officier des écoles militaires ne se porta volontaire pour être pilote de sortie; ils n'étaient que trop convaincus de l'absurdité de cette mort. Ceux qui « choisissaient leur sort » étaient des pilotes adolescents, généralement de simples soldats, accompagnés de près d'un millier d'étudiants

tion centrale de ce livre – avaient rêvé d'un monde idéal cherchant la dimension esthétique de la vérité et de la vie.

La plupart d'entre eux

leur mort se rapprochait d'eux, beaucoup réalisèrent qu'ils avaient à peine vécu et leur désir de vivre s'en trouva intensifié. Leurs écrits révèlent une terrible angoisse; de l'ambivalence, et de fortes contradictions – dans certains passages, ils essaient de se convaincre eux-mêmes en approuvant les lignes idéologiques officielles; dans d'autres, ils rejettent en bloc, ces déclarations et, de façon explicite, défiennent l'idéologie totalitaire.

/.../

Je cherche dans ce livre des explications au fait remarquable que ces brillants jeunes gens – souvent marxistes ou chrétiens, tous très instruits – ne se sont pas battus contre leur gouvernement mais ont poussé le patriotism jusqu'à se sacrifier pour leur pays. Agissant ainsi, ils reproduisaient dans leur action l'idéologie militaire centrée sur l'empereur, bien qu'ils ne le fissent pas en pensée. Afin d'étudier ce phénomène, je distingue le patriotism *pro patria mori* – mourir pour sa patrie – adopté par les pilotes individuellement, du nationalisme politique qui a été encouragé par le haut et qui promouvait *pro rege et patria mori* – mourir pour l'empereur/roi et la patrie. L'idéologie d'État du *pro rege et patria mori*, qui s'est en premier lieu clairement exprimée au début de la période Meiji, avait de nombreuses dimensions. Je me concentre sur l'aspect de cette idéologie qui encourage les soldats à sacrifier leur vie pour l'empereur en tant qu'il représente le Japon des ancêtres.

/.../

Notes

1. Le terme de méconnaissance trouve son origine chez Henri Wallon, le professeur de Lacan, et est utilisé par Lacan qui l'insère dans sa thèse sur l'origine du moi au stade du miroir. Bourdieu ([1972], 1977, p. 4-6) l'utilise dans le contexte de l'échange symbolique qui, selon lui, est fondé sur la méconnaissance de l'intention du donateur par le receveur, à cause du décalage dans le temps inhérent à la structure de l'échange même. Althusser (1971, p. 2-173 et 182-183) utilise le concept, mais à l'intérieur du cadre de l'interpellation par l'idéologie de l'individu comme sujet. Pour ma part, j'utilise le concept dans son application à la communication politique.



soldats, des étudiants de l'université que le gouvernement avait vite diplômés en vue de les enrôler. Les étudiants soldats – préoccupa-